

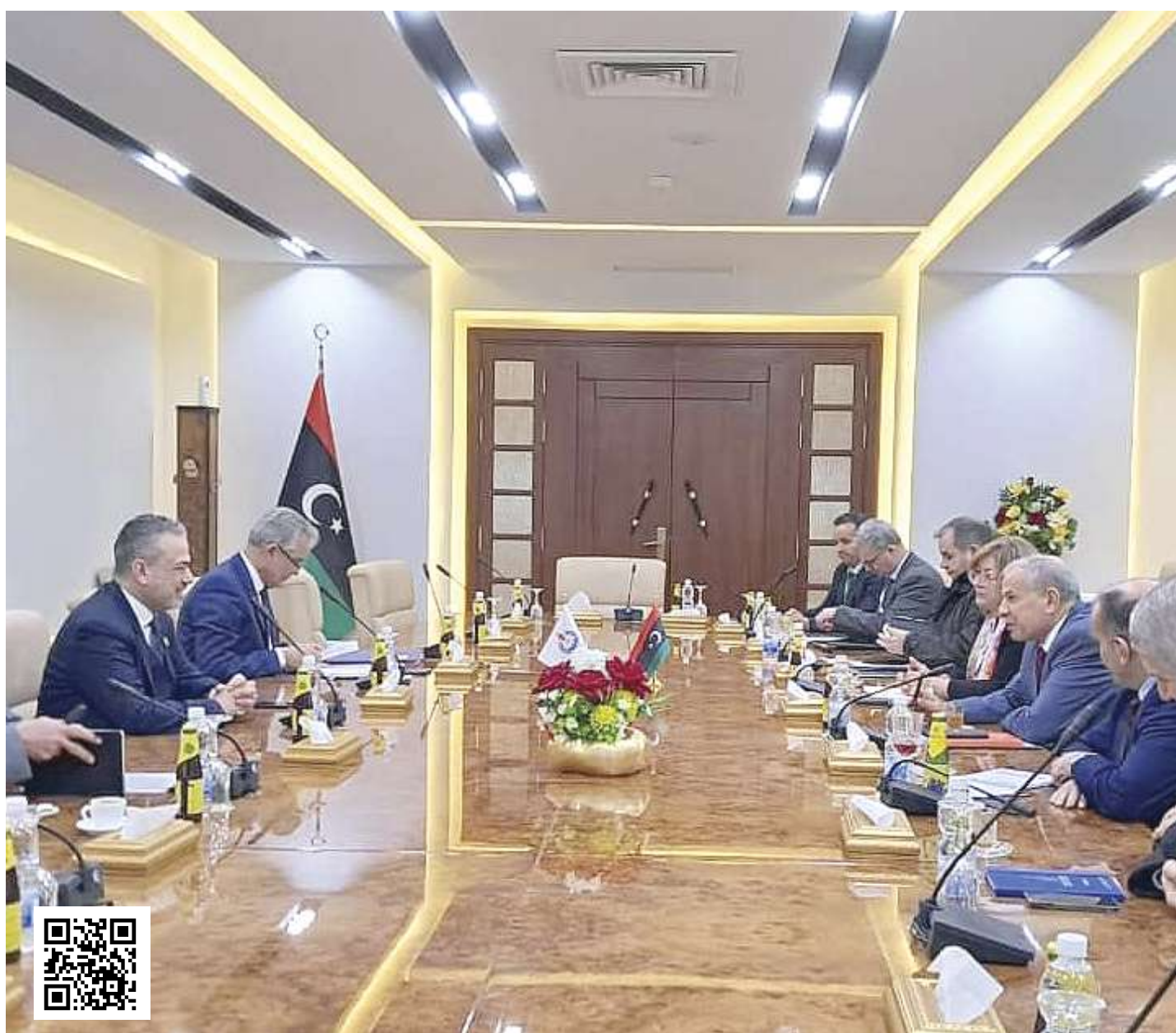
AGRESSION SIONISTE
CONTRE GHAZA
**L'ONU déplore
100 jours de guerre
dévastatrice**

P 16

ELLE VIENT DE SIGNER DES ACCORDS AVEC LA NOC

Sonatrach renforce sa présence en Libye

Le Groupe Sonatrach renforce sa présence en Libye. En marge de la deuxième édition du Sommet de l'Energie et de l'Economie tenu les 13 et 14 janvier à Tripoli, en Libye, un avenant au mémorandum d'accord a été signé avec la compagnie libyenne National Oil Corporation (NOC), indique le Groupe dans un communiqué. Les PDG de la Sonatrach et la NOC, à savoir Rachid Hachichi et Farhat Omar Bengdara respectivement ont procédé également à la signature des avenants pour prolonger les périodes d'exploration au niveau du bassin de Ghadamès en Libye. P 3



RACCORDEMENT DE SILOS
DE STOCKAGE DE CÉRÉALES
AU RÉSEAU FERROVIAIRE

Lancement de 7 projets par l'ANESRIF

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a lancé sept projets de raccordement des silos en béton relevant de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) au réseau national ferroviaire.

P 2

UNE USINE SERA RÉALISÉE PAR
SAIDAL À BATNA

L'Algérie produira 1500 kg/an de cristaux d'insuline



Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, M. Ali Aoun a assuré que l'Algérie se lancera prochainement dans la production de la matière première dans la fabrication de l'insuline (cristaux d'insuline).

P 4

GRUPE HOLCIM EL-DJAZAÏR Les exportations en ciment devaient augmenter de 60% en 2024

Le Groupe Holcim El-Djazaïr a exporté 3,4 millions de tonnes au cours de cette période, représentant 30% de l'ensemble des exportations de l'Algérie pour les deux produits [ciments et clinkers], indique l'entreprise dans un communiqué. C'est une performance remarquable en matière d'exportation, affirme la même source, en précisant que cette réalisation représente une augmentation de 7% par rapport aux 3,2 Millions de tonnes enregistrées en 2022, et une augmentation de 17% du chiffre d'affaires.

P 5

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS
DE GAZ À ALGER

La situation du marché mondial en débat P 2

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
À SIDI BEL-ABBÈS

Projet d'une usine de fabrication de gélules de gélatine P 4

INTERNALISATION DES ENTREPRISES
ALGÉRIENNES

Appel à la levée de la contrainte du règlement 14-04 P 5

AFFAIRES RELIGIEUSES

Régularisation de la situation de près de 5.000 biens Wakfs

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Bel-mehdi, a fait état, samedi à Alger, de la régularisation de la situation de près de 5.000 biens wakfs sur un total de plus de 14.500 biens wakfs récupérés. S'exprimant à l'ouverture des travaux d'un séminaire de formation des responsables chargés de la gestion, de l'administration et de l'encadrement des activités de l'Office national des Wakfs et de la Zakat, le ministre a fait savoir que "sur 14.500 biens wakfs récupérés, la situation juridique et administrative de près de 5.000 biens wakfs a été régularisée", notant que "l'opération est toujours en cours". Il a assuré, dans ce contexte, que "les efforts visant à récupérer et à numériser les biens wakfs en Algérie se poursuivront", soulignant que "l'identification de toutes les assiettes foncières wakfs permettra de déterminer et de contrôler les investissements possibles à l'avenir". Dans son allocution devant les participants à ce séminaire, le ministre a évoqué l'axe sur "l'investissement dans les biens wakfs et leur prise en charge par tous les moyens possibles", affirmant que l'Office national des Wakfs et de la Zakat "assume de grandes responsabilités pour atteindre cet objectif, en sus de son rôle dans le développement de ces biens". M. Belmehdi a estimé que les Wakfs, qui "ont contribué autrefois à la préservation de l'identité nationale, peuvent aujourd'hui contribuer à la réalisation du développement durable dans le pays, conformément à la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Il a relevé également que la loi sur les Wakfs qui sera présentée ultérieurement au Gouvernement, fera "la différence en matière de législation dans ce domaine, d'autant qu'elle n'a pas été modifiée depuis 1991". Le ministre a aussi souligné l'impératif "d'utiliser les biens wakfs comme levier pour l'investissement en Algérie à travers la création de nouveaux emplois, la création de la richesse et la contribution au développement local".

R E.

RACCORDEMENT DE SILOS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES AU RÉSEAU FERROVIAIRE

Lancement de 7 projets par l'ANESRIF

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a lancé sept projets de raccordement des silos en béton relevant de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) au réseau national ferroviaire.

Par Slimane T

Selon les précisions d'un responsable de l'ANESRIF, trois de ces sept projets devant être réceptionnés prochainement, et ce, dans le cadre des efforts visant à augmenter les capacités de stockage et de transport des céréales. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication à ANESRIF, M. Mazar Abdelkader, a expliqué que l'agence tend à raccorder trois silos en béton au réseau ferroviaire à El Khroub (Constantine), Bouchegouf (Guelma) et Bazoul (Jijel). M. Mazar a indiqué que les travaux sur les trois lignes de raccordement "sont sur le point d'être finalisés et seront réceptionnés prochainement", soulignant que les travaux de raccordement sont pris en charge par la Société nationale de réalisation d'infrastructures ferroviaires (INFRARAIL) et la Société



d'ingénierie urbaine d'Alger, sous le suivi et le contrôle de la Société d'études techniques et d'ingénierie ferroviaire. Le même responsable a, également, précisé que quatre (4) projets similaires

"sont prévus prochainement", pour le raccordement à la voie ferrée de quatre (4) autres silos de stockage de céréales relevant de l'Oaic.

Il s'agit des silos situés à Teleghma (Mila), Oued Tlélat (Oran), Aïn Tallout (Tlemcen) et Ahmar El Aïn (Tipaza), a-t-il fait savoir, rappelant que ces projets s'inscrivent dans le cadre du renforcement du réseau logistique ferroviaire, «conformément aux orientations de l'Etat visant à accroître les capacités de stockage et de transport des céréales afin d'assurer leur disponibilité sur l'ensemble du territoire national».

M. Mazar a souligné que l'ANESRIF travaille également sur des projets similaires pour raccorder les nouvelles zones industrielles et nombre d'installations relevant de Naftal, ainsi que d'autres infrastructures vitales à travers le pays, au réseau ferroviaire.

AÏN EL MELH M'SILA

6 décès au monoxyde de carbone

Six (6) personnes appartenant à la même famille ont perdu la vie, dimanche dans leur domicile situé à Aïn El Melh, une commune située au sud de la wilaya de M'sila, des suites de l'inhalation de monoxyde de carbone, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Selon cette source, les éléments de ce corps constitué

sont intervenus à la maison des victimes, cité des Jardins à Aïn El Melh, où ils ont constaté l'asphyxie des membres de cette famille par le monoxyde de carbone émanant d'un appareil de chauffage défectueux. L'accident a provoqué le décès de 6 personnes (4 de sexe féminin et 2 de sexe masculin) âgées de 4 à 47

ans, tandis qu'une septième personne, souffrant de difficultés respiratoires, a pu être secourue et évacuée vers l'hôpital d'Aïn El Melh, a précisé la même source, ajoutant que les corps des personnes décédées ont été déposés à la morgue du même établissement hospitalier. Les services de sécurité territorialement compétents

ont diligenté une enquête afin de déterminer les causes et les circonstances de cet accident, ont encore indiqué les services de la Protection civile. Il est à noter que l'inhalation de gaz carbonique a provoqué, au cours des dernières 24 heures dans la wilaya de M'sila, la mort de 8 personnes, 6 à Aïn El Melh et 2 à Ounnougha.

SIDI BEL ABBES

Plus de 75 ha réservés pour la création de forêts récréatives

Une superficie globale de plus de 75 hectares a été consacrée par la wilaya de Sidi Bel Abbes pour la création de forêts récréatives, dans le cadre des efforts déployés pour soutenir l'écotourisme et l'encouragement de l'investissement en la matière, a-t-on appris, samedi, de la Conservation des forêts. La même source a indiqué que la Conservation des forêts de la wilaya de Sidi Bel Abbes s'emploie à participer activement au soutien à l'écotourisme

par l'ouverture du domaine forestier à l'investissement privé pour créer des forêts récréatives dans la wilaya, qui seront une destination pour les familles des différentes régions du pays, qui remplissent toutes les conditions et les critères contenus dans les cahiers des charges pour ce type d'investissement. La même source a indiqué qu'une superficie globale de 76 hectares a été réservée pour la création de forêts récréatives, dont la plus grande superficie, estimée à 19 ha se trouve

dans la forêt de Telagh, sise dans la zone dite "Djebel Reffas", ainsi qu'une superficie de 17 ha dans la forêt de Zeglâ dans la zone dite "Sidi Nafi", située sur le territoire de la commune de Merine. Une proposition a été également faite, concernant la concession d'une superficie de 16 ha dans la forêt de Bouh-riza, située dans la commune de Amarna, et plus de 15 ha dans la forêt de Slissen, dans la commune de Moulaya slissen, selon la même source, fai-

sant observer que la création d'une forêt récréative dans la forêt de Toumiat, au sud du territoire de la commune de Dhaya, nécessite une superficie de plus de 8 ha. En plus de ces espaces, trois autres zones ont été proposées pour créer des forêts récréatives, à l'instar de la forêt de Bosquet à sidi Bel Abbes sur une superficie de plus de 6 ha et 20 ha dans la forêt de Tilmouni, ainsi que 9 ha au niveau de la ceinture verte de la commune de Ras El Ma

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

ELLE VIENT DE SIGNER DES ACCORDS AVEC LA NOC

Sonatrach renforce sa présence en Libye

Le Groupe Sonatrach renforce sa présence en Libye. En marge de la deuxième édition du Sommet de l'Energie et de l'Economie tenu les 13 et 14 janvier à Tripoli, en Libye, un avenant au mémorandum d'accord a été signé avec la compagnie libyenne La National Oil Corporation (NOC), indique le Groupe dans un communiqué.

Par Sirine R

Les PDG de la Sonatrach et la NOC, à savoir Rachid Hachichi et Farhat Omar Bengdara respectivement ont procédé également à la signature des avenants pour prolonger les périodes d'exploration au niveau des deux blocs contractuels 95/96 et 65 situés dans le bassin de Ghadamès en Libye, ajoute la même source. À travers la signature de ces accords, Sonatrach réaffirme son intérêt pour le marché de l'énergie en Libye et sa volonté de poursuivre sa participation au développement du ce secteur stratégique pour le gouvernement libyen. « En novembre dernier, Sonatrach a repris sa coopération Avec National Oil Company, son activité se situe dans la célèbre région du bassin de Ghadamès, avec ses opportunités et son potentiel prometteurs. Ceci est une affirmation de notre engagement clair en faveur du développement énergétique dans la région, et au début d'une nouvelle phase de partenariats pour Sonatrach en Libye», affirme le Pdg de Sonatrach. En novembre dernier, le groupe pétrolier algérien, Sonatrach, a officialisé, la reprise de ses activités en Libye, après plusieurs années de suspension en raison de la situation sécuritaire et politique qui prévalait dans ce pays. L'entreprise pétrolière algérienne, rappelons-le, avait suspendu ses activités en Libye à deux reprises entre 2011 et 2012, avant de le quitter plus longuement à la fin de l'année 2014. L'option de la reprise était évoquée déjà en 2020 par les responsables de la Sonatrach. Elle vient de se concrétiser. Ce re-

tour de la compagnie pétrolière algérienne dans le périmètre de Ghadamès, à la frontière avec la Tunisie, s'est concrétisé, selon un communiqué de l'entreprise, à l'occasion d'une visite de son PDG, Rachid Hachichi en Libye. « Le Président Directeur Général du Groupe Sonatrach, Monsieur Rachid Hachichi a conduit une délégation de haut niveau composée de cadres dirigeants du Groupe Sonatrach lors d'une visite rendue, ce jour (mardi, 7 novembre), à la National Oil Company (Libye), à Tripoli», lit-on dans ce document. Selon le document, «cette visite s'inscrit dans le cadre de la formalisation du processus de reprise des activités du Groupe Sonatrach en Libye, après un arrêt observé depuis plusieurs années, et permettra l'exécution des obligations contractuelles du Groupe Sonatrach dans le domaine de l'exploration, concernant les blocs « 065 » et « 96/95 » situés dans le bassin de Ghadamès". Cette reprise de l'activité, a ajouté le communiqué, "est amorcée à la faveur de la notification officielle adressée par Sonatrach concernant la levée de l'état de force majeure" (...) et ce en réponse à l'invitation de la National Oil Corporation (Libye) adressée aux sociétés internationales opérant dans le domaine du pétrole et du gaz", a expliqué l'entreprise algérienne. Par ailleurs, et selon Sonatrach, le sommet l'Energie et de l'Economie a été l'occasion de discuter des défis et de l'avenir du secteur énergétique en Afrique et de travailler à l'évaluation et à la mise en œuvre de l'énorme potentiel des énergies renouvelables, notamment de l'énergie solaire sur le continent africain. Au cours de cet événement, le Président

et Directeur Général, M. Rachid Hachichi, a participé à une séance de discussion sur le thème « Énergie », et évoqué, dans son discours, les défis dictés par les besoins énergétiques futurs, notamment le gaz naturel, et l'adoption des énergies renouvelables qui génèrent des gains économiques et sociaux et contribuent à réduire l'empreinte carbone. « L'importance de cet espace n'est pas à sous-estimer, étant donné les opportunités qu'il offre pour la consultation et l'échange, en particulier dans le contexte d'une demande mondiale croissante en énergie. D'ailleurs, les experts prévoient une augmentation annuelle d'environ 1% de cette demande au cours des quinze prochaines années, due à la croissance démographique, à l'expansion économique et à l'amélioration continue du niveau de vie. Cette demande croissante s'accompagne de nouvelles exigences nécessitant une production d'énergie respectueuse de l'environnement. Bien que cela pose des défis à l'industrie de l'énergie, cela ouvre également la porte à des opportunités passionnantes dans le domaine de l'innovation et du développement durable», a déclaré le Pdg de Sonatrach.

Le rôle du gaz dans la transition énergétique

Dans son intervention, Rachid Hachichi a mis en avant le rôle potentiellement du gaz dans la transition énergétique. «Le gaz naturel est considéré comme le combustible privilégié pour répondre aux besoins énergétiques croissants, tout en contribuant à la réduction de la pollution et des émissions de gaz à effet de serre»,

souligne-t-il. En effet, il est prévu que le gaz naturel, en raison de sa disponibilité et de son coût abordable, couvrira environ 24% de la demande mondiale d'ici 2040 et 36% d'ici 2050, surpassant ainsi le charbon et devenant la deuxième source d'énergie après le pétrole, ajoute-t-il.

La transition énergétique offre également des opportunités importantes pour les énergies renouvelables et le développement durable. «Le gaz, en tant que ressource propre, jouera un rôle crucial dans la réalisation des objectifs de réduction des émissions de carbone et dans la garantie de la sécurité énergétique. Je souligne également l'importance cruciale de partager les expériences et de promouvoir la coopération et le partenariat pour atteindre les objectifs communs». Dans ce contexte, l'intervenant a mis en avant également l'engagement de Sonatrach pour poursuivre ses efforts, en collaboration avec ses partenaires, afin de relever les défis et assurer la prospérité de l'industrie de l'énergie dans nos pays grâce à des solutions innovantes et responsables. «Dans la continuité de ses engagements, Sonatrach agit comme une institution résolument tournée vers l'avenir, pour faire face à différents défis, en améliorant en permanence ses performances et l'élever au niveau des références standards internationales, afin d'assurer la sécurité des ressources énergétiques pour le pays et satisfaction des besoins de la population en fournissant une énergie sans émissions moins de carbone, favorisant le développement des énergies renouvelables, et contribuant notamment au développement du pays», conclut-il.

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ À ALGER

La situation du marché mondial en débat

Le Directeur de recherche à l'Institut algérien du pétrole (IAP) et Vice-président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST), Mohamed Khodja, a souligné, dimanche, l'importance du sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), prévu à Alger fin février, dans le contexte international actuel, notamment pour la coordination et le dialogue au regard du rôle croissant du gaz dans le mix énergétique mondial. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, M. Khodja a estimé que le sommet d'Alger (29 février-2 mars) sera "l'occasion pour les membres du Forum des pays exportateurs de gaz de s'entendre sur les moyens de valoriser leurs ressources et de renforcer leur position sur le marché mondial à travers la coordination au regard de l'importance du gaz sur ce marché, de son faible impact sur

l'environnement et de la place prépondérante qu'il occupera dans le mix énergétique dans les années à venir", rappelant que ce Forum intergouvernemental avait été créé pour unifier la voix de ses membres. Pour le Forum, les défis de l'industrie gazière se situent aujourd'hui dans le volet environnemental, avec la réduction de son impact sur le climat, ainsi que dans les développements technologiques accélérés que connaît le secteur, notamment dans les activités de forage, de production, de transport et de transformation, qui permettent aux pays producteurs et exportateurs de valoriser leurs ressources gazières, a-t-il indiqué. Et d'expliquer que l'adaptation aux mutations que connaît l'industrie gazière passait par la valorisation du gaz et sa transformation en matières industrielles à forte valeur ajoutée comme le propane. Le responsable a également mis en avant le rôle et le poids de l'Algérie dans le

marché énergétique mondial, au regard de sa position stratégique qui en fait un important fournisseur pour l'Europe et l'habilité à devenir un trait d'union entre l'Afrique et l'Europe pour l'exportation du gaz africain via le projet de gazoduc transsaharien à partir du Nigeria avec une capacité de plus de 30 milliards de m3/an. Qui plus est, les découvertes de gaz en Mauritanie, au Sénégal et au Mozambique permettront à l'Afrique de booster ses exportations à l'avenir, a-t-il ajouté. Selon lui, le sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du FPEG sera l'occasion pour les membres de trouver des solutions aux déséquilibres sur le marché énergétique mondial, notamment compte tenu de la situation en Ukraine, au Moyen-Orient et, plus récemment, en mer Rouge. Concernant l'Institut de recherche sur le gaz, qui sera inauguré à l'occasion de cette rencontre, M. Khodja

a précisé qu'"il traduit le rapprochement des pays membres en faveur de l'intégration technologique pour trouver de nouvelles techniques à même de réduire les coûts de production, de forage, de transport et de transformation". Cet Institut "permettra de trouver des solutions aux problèmes communs, de renforcer l'intégration et de valoriser les ressources des pays", a-t-il ajouté, estimant qu'"il donnera un nouvel élan à la recherche scientifique et au développement technologique" en Algérie. Quant à l'augmentation de la production de gaz par l'Algérie ces dernières années, l'intervenant l'a expliquée par "les efforts de Sonatrach en matière d'exploration, de forage et de transport", ainsi que par "l'existence d'installations de traitement du gaz dans les nouveaux gisements et leur raccordement aux anciens gisements".

R E.

INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUEProjet d'une usine
de fabrication de
gélules de
gélatine à Sidi
Bel-Abbès

Le fabriquant de gaz médical RayanOX, implanté principalement à Oran, compte prochainement élargir ses activités et se lancer dans la production des gélules en gélatine, avec le projet d'une usine qui sera implantée à Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris auprès de son directeur, Mohamed Amine Tazi. "Les autorisations et les agréments de ce nouveau projet sont finalisés", a indiqué à l'APS M. Tazi, ajoutant que "l'usine entrera en production à la fin de l'année 2024. "L'Algérie dépense une moyenne de 35 millions d'euros pour l'importation des gélules en gélatine, et ce projet permettra de réduire la facture d'importation et de générer des revenus en devises étrangères, grâce à l'exportation d'une partie de la production", a-t-il souligné. La nouvelle usine, d'une capacité de 7 milliards de capsules par an, est en mesure de couvrir les besoins du marché national, avec 50 % de sa production, alors que les 50% restants seront destinés à l'exportation vers l'Afrique, l'Europe et le Moyen Orient, a-t-on fait savoir de même source. Ce projet, qui nécessite un investissement de 6 milliards de DA (45 millions d'euros), s'inscrit dans la politique de l'Etat, en ce qui concerne la réduction de la facture d'exportation, en plus de la création de produits à valeur ajoutée. A noter que ces gélules sont fabriquées à partir de dérivés du gaz naturel.

R.E.

UNE USINE SERA RÉALISÉE PAR SAIDAL À BATNA

L'Algérie produira 1500
kg/an de cristaux d'insuline

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, M. Ali Aoun a assuré que l'Algérie se lancera prochainement dans la production de la matière première dans la fabrication de l'insuline (cristaux d'insuline).

Par Sirine R

En visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Batna, le ministre a révélé, dans une déclaration à la presse, que l'Algérie produira 1500 kg de cristaux d'insuline au niveau de l'usine Saidal de Batna, en qualifiant le lancement de sa fabrication en Algérie de grand pas.

«Les besoins de l'Algérie en cette matière sont de 500 kg, le reste de la production locale sera destiné à l'exportation. L'Algérie sera le seul pays africain qui produira les cristaux d'insuline. Avant 10 ans, c'était un rêve, aujourd'hui c'est devenue une réalité», a-t-il déclaré. Cette usine sera implantée dans la zone d'activités Kachida, selon un exposé présenté par les responsables locaux de l'industrie, dont le lancement des travaux est prévu au cours du premier trimestre de 2024. Cette unité qui sera la seule en Afrique entrera en production dans 36 mois. L'Algérie sera l'un des premiers pays africains à produire la matière première de l'insuline. Le ministre Aoun a ordonné que le

projet soit lancé avant la fin mars prochain pour répondre aux besoins du marché en insuline et aller à l'export. De plus, cette unité contribuera à créer au moins 200 emplois et à renforcer le tissu industriel local. Lors de son intervention devant cette unité, le ministre a salué le travail réalisé par le Groupe Saidal et a souligné que la wilaya de Batna va devenir un pôle de l'industrie pharmaceutique, d'autant plus que cette unité est considérée comme la première du genre en Afrique, qui contribuera à créer des emplois dans la wilaya. Par ailleurs, le ministre et lors de sa visite de l'usine de production de la céramique qui s'étend sur une superficie totale estimée à 63 000 m² et de 392 travailleurs, avec une capacité de production de 14 000 m² par jour, a donné des orientations, mettant l'accent sur l'exportation d'une partie de la production après avoir satisfait les besoins du marché national en céramique. Il a également souligné la nécessité de prendre des mesures pour respecter l'environnement et la propreté des environs.

En conclusion, le ministre a appelé à l'accélération des travaux d'extension de l'usine pour renforcer les capacités de production nationales et orienter les excédents vers le marché africain. Il a été souligné que la wilaya dispose de 1 140 hectares de terrains destinés à accueillir des projets d'investissement, répartis sur 17 zones industrielles et zones d'activités, dont 4 zones industrielles actives et 13 zones d'activités. Le ministre a également abordé la situation des projets d'investissement en suspens, avec la levée des restrictions selon la directive présidentielle datée du 19 décembre 2021. Le troisième axe a porté sur les petites et moyennes entreprises, où la wilaya compte 10 773 entreprises avec une densité moyenne de 8 entreprises pour 1 000 habitants, totalisant 132 688 employés. Le secteur industriel représente plus de 12% du total des entreprises, soit environ 1 227 entreprises et 21 754 employés. Le ministre a visité également une usine de production d'insuline, soulignant l'importance de ce projet dans la promotion de l'industrie pharmaceutique locale.

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Œuvrer à améliorer les indices du service public

Le Médiateur de la République, Madjid Ammour a affirmé samedi à Constantine que la médiation de la République «œuvre à améliorer les indices du service public à travers un diagnostic de fond des requêtes formulées par les citoyens». S'exprimant lors du 2ème colloque régional organisé, au cercle régional de l'armée, sous le thème «Le citoyen au cœur des préoccupations du président de la République, la transparence est la base de la qualité du service public» en présence de la présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mesrati, le médiateur de la République a insisté sur l'importance de «diagnostiquer les raisons et les causes des requêtes déposées par les citoyens et celles soulevées également dans les registres des doléances pour garantir une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens et par ricochet développer l'administration et améliorer le service public». Il a considéré que les mécanismes de coordination entre les différentes parties concernées par l'amélioration du service offert au citoyen «ne constitue plus un choix, mais une nécessité qui devra contribuer à la promotion de la relation (administration-citoyen) conformément aux orientations du président de la République pour un dé-

veloppement durable et une Algérie épanouie». Le médiateur de la République qui a indiqué que le facteur «transparence» constitue une «valeur ajoutée» dans les efforts déployés par l'Etat au service du citoyen, a appelé à assoir les mécanismes de coopération et de coordination entre les différents intervenants et à adapter les services offerts selon les besoins du citoyen. Il a indiqué qu'il était «question aujourd'hui plus que jamais à adopter une nouvelle approche en mesure de consacrer l'éthique professionnelle dans les administrations et entreprises publiques conformément à des mécanismes performants obligeant le fonctionnaire à respecter et à assumer leurs devoirs professionnels, et l'ancrage également de la culture d'être au service du citoyen et répondre à ses besoins et ses aspirations», ce qui va permettre, a-t-il estimé à l'administration d'adhérer pleinement et efficacement à l'approche du développement continu pour améliorer les pratiques. Pour sa part, Mme Mesrati qui a mis en valeur les avancées réalisées par l'Algérie pour numériser le processus de gestion, a indiqué que le droit à l'information constitue l'un des leviers de la transparence d'où l'importance de le consolider (le droit à l'information) pour atteindre les objectifs de développement versant dans l'intérêt du ci-

toyen. Considérant que la transparence constitue «le maillon fort» du développement national, Mme Mesrati a tenu à informer lors de son intervention que le législateur algérien a accordé à la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, le droit d'intervenir auprès des administrations publiques ne respectant pas leurs engagements en matière d'exécution des recommandations en rapport avec les mesures de transparence et de conformité, en leur adressant des rappels à l'ordre à ce sujet. Elle a insisté sur l'importance d'impliquer le citoyen, les experts et les établissements de la recherche scientifique dans les efforts de modernisation de l'administration au service de l'intérêt général. Dans son intervention, l'inspecteur général auprès du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Belaid Taiti a rappelé les efforts colossaux déployés par l'Etat pour améliorer le cadre de vie des citoyens, citant à titre d'exemple la réalisation de plus de 30.000 projets de développement local ciblant environ 8 millions de citoyens des régions enclavées, notamment. Affirmant que l'année 2024 sera celle du développement local, le même responsable a mis l'accent sur l'importance de cette rencontre d'échange et de communication qui sera suivie par d'autres

rencontres similaires devant être ultérieurement organisées à Tamanrasset et Djelfa. Cette rencontre régionale marquée par la présence de délégués locaux du médiateur de la République et inspecteurs généraux de 16 wilayas de l'Est du pays, a été mise à profit pour présenter l'opération de numérisation des services de l'instance du médiateur de la République qui mise sur une transition numérique au service du citoyen. Il a été procédé à cette occasion à la présentation des différents portails électroniques conçus à cet effet comme le portail électronique des requêtes, le portail électronique des registres de doléances et d'échanges de courriers avec les instances ministérielles, la plateforme destinée au citoyen, et la plateforme coordination entre autres. La rencontre organisée par l'instance du Médiateur de la République en coordination avec le ministère de l'Intérieur, avec la participation de la haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption a été marquée par l'ouverture d'ateliers sur le traitement des requêtes des citoyens (le mécanisme à mettre en place pour une meilleure prise en charge) et les mécanismes devant permettre la qualité du service public et la consolidation de la transparence.

R.E.

INTERNALISATION DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES

Appel à la levée de la contrainte du règlement 14-04

Dans un monde économique sans cesse en mouvement, et alors que les pouvoirs publics s'échinent à diversifier nos ressources et sortir de tous hydrocarbures, l'Algérie, selon un expert national, questionné par des confrères de la radio, n'est pas prête sans la levée du règlement 14-04, pour s'externaliser.

Par Reda Hadi

Si le produit algérien est apprécié, il n'en demeure pas que nos entreprises manufacturières auront du mal à s'imposer faute de textes législatifs adaptés, et par là même obstruer toute voie d'externalisation. C'est le constat établi par le spécialiste et expert en Commerce extérieur, Ali Bey Nasri, à nos confrères de la radio nationale. L'entreprise Algérienne fait face à d'importants défis économiques, et subi divers difficultés qui peuvent sérieusement nuire à son activité économique. La principale difficulté que cette dernière rencontre et donc le règlement du crédit bancaire. Une question que cet expert a soulevé et affirme qu'il est temps de permettre aux entreprises algériennes de s'externaliser et cela

doit passer impérativement par « la levée de la principale contrainte qui est celle du règlement 14-04 ». Datant du 29 septembre 2014, le règlement n°2014-04 fixe les conditions de transfert de capitaux à l'étranger au titre de l'investissement à l'étranger par les opérateurs économiques de droit algérien. Cette règle selon l'expert pénalise de plus en plus les entreprises algériennes qui sont de plus présentes dans le marché africain. Aussi, la levée de cette contrainte permettra aux entreprises algériennes d'être plus offensives sur les plans économique et commercial et cela va permettre d'augmenter le niveau des exportations vers l'Afrique. Et en cela, la ZLECAF, peut s'avérer un tremplin catalyseur pour nos produits, sachant que le commerce intra-africain se situe à environ 16 % du total des échanges commerciaux du continent, et que nos pro-

duits nationaux sont fortement appréciés. Une raison pour laquelle, l'expert souligne que les entreprises algériennes sont les seules capables de développer leurs réseaux, car elles ont les moyens financiers, la maîtrise technique et cette expertise algérienne en matière de réseaux de distribution. Pour lui notre expansion commerciale, et vitale à notre diversité de revenus, et insiste à dire que si les entreprises algériennes ne se développent pas et ne se déploient pas en Afrique, on ne pourra pas développer d'une manière tangible nos exportations. Selon M. Nasri, les marchés africains sont des marchés à construire, où l'informel domine et où il y n'a pas réseau et de chaîne de distribution. À partir de là, c'est aux entreprises algériennes de s'atteler à cette tâche, du moment qu'elles ont les moyens et l'expertise pour cela.

EL-OUED

Adhésion des agriculteurs à la culture du tournesol cette saison

De nombreux agriculteurs des communes de la wilaya d'El-Oued se sont lancés cette saison (2023/2024) dans l'expérience de culture de tournesol suite aux résultats "encourageants" réalisés à titre d'expérimentation augurant d'un avenir prometteur pour cette culture stratégique, ont indiqué dimanche les responsables de la chambre locale de l'Agriculture (CA). Cet intérêt manifesté par les agriculteurs pour cette culture, notamment celles dites oléagineuses retenues

au titre de la stratégie prospective des pouvoirs publics portant développement de l'agronomie saharienne, s'inscrit au titre des efforts fournis pour la diversification des richesses et revenus de l'économie nationale, a indiqué le président de la chambre, Djelloul Othmani. Le même responsable a cité, entre autres facteurs de développement de cette expérience, le contenu du programme de vulgarisation agricole menée par les services agricoles locaux axé notamment sur la néces-

saire diversification des cultures stratégiques pour assurer la sécurité alimentaire. Pour ce faire, les mêmes services agricoles, s'emploient, a-t-il dit, à accompagner techniquement cinq agriculteurs s'étant lancés cette saison dans cette expérience au niveau de leurs exploitations. M. Othmani a, à ce titre, fait part qu'une réflexion est engagée pour mettre au point, au titre du plan de vulgarisation agricole de la prochaine saison, un programme susceptible de permettre à ce seg-

ment culturel de gagner de plus en plus de terrain à la faveur de l'adhésion des agriculteurs convaincus de la fructuosité de cette expérience. La culture du tournesol a connu une réussite "remarquable" au niveau des exploitations agricoles dans les communes à vocation agricole de la wilaya d'El-Oued en raison des conditions favorables existantes, climatiques et hydro-édaphiques, a conclu le même responsable de la chambre de l'agriculture de la wilaya. **R E.**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre Baddari dresse le bilan de son secteur

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a dressé le bilan 2023 de son secteur. Ainsi, il a révélé que 6.075 projets de thèses de soutenance sont enregistrés, dont 5 933 masters, 134 en licence et 8 de doctorat. 6 058 thèses ont été présentées à différents niveaux de diplômes. Le membre du gouvernement a poursuivi en soulignant que 405 projets innovants ont été comptabilisés, dont douze ont été concrétisés en micro-entreprises. 1700 autres projets visent la création d'autant de startups. Plus de 200 projets sont inscrits au programme national de recherche, 475 autres sont initiés par les centres de recherche. 38 sont considérés comme des projets innovants. Le nombre des publications scientifiques ont connu un bond qualitatif, selon le ministre, passant de 86 articles en 2010 par million d'habitants, à 358 articles en 2022. Par ailleurs, 987 revues et magazines scientifiques paraissent périodiquement. Plus de 250 000 articles y sont publiés. La plateforme numérique du ministère a reçu, en 2023, plus de 108 millions de visiteurs et connu plus de 97 millions de téléchargements. Le ministre de tutelle a continué à égrener les chiffres qu'il a jugés probants. Il a affirmé que le nombre de thèses de doctorat soutenues est passé de 190 en 2000 à plus de 3 000 en 2018. Les brevets ont également connu une forte hausse en 2023, ca- racolant à « 1 300 ».

R E.

GROUPE HOLCIM EL-DJAZAÏR

Les exportations en ciment devaient augmenter de 60% en 2024

Le Groupe Holcim El-Djazair a exporté 3,4 millions de tonnes au cours de cette période, représentant 30% de l'ensemble des exportations de l'Algérie pour les deux produits [ciments et clinkers], indique l'entreprise dans un communiqué. C'est une performance remarquable en matière d'exportation, affirme la même source, en précisant que cette réalisation représente une augmentation de 7% par rapport aux 3,2 Millions de tonnes enregistrées en 2022, et une augmentation de 17% du chiffre d'affaires. Dans ce contexte particulier, Holcim El-Djazair a choisi d'orienter ses exportations davantage vers les produits finis et de réduire la proportion de produits semi-finis. En 2023, 40% de ses exportations concernent le ciment,

représentant une hausse de 300% par rapport à 2022. Cette proportion devrait continuer à augmenter pour atteindre plus de 60% en 2024. Pour réaliser ce bilan exceptionnel, Holcim El-Djazair a débloqué d'importants investissements, notamment l'acquisition d'un chargeur de navires en 2023, représentant un investissement de 3,5 Millions d'euros, indique-t-elle. De plus, une nouvelle flotte de camions performants a été acquise. Le groupe a également entrepris la construction de nouveaux silos de ciment dédiés à l'exportation dans son usine à Mascara. Des investissements ont également été réalisés dans des halls de stockage de ciment blanc pour traiter des navires de plus grande taille via les ports d'Oran, Mostaganem et Arzew.

Ce résultat a été rendu possible grâce aux différentes mesures de promotion d'exportation hors hydrocarbures définies par les pouvoirs publics. Toutefois, l'Algérie a la capacité d'exporter plus de 10 Millions de tonnes par an, si des mesures adaptées sont mises en place notamment dans le domaine logistique, telles que la priorité de traitement des navires dédiés à l'exportation, l'extension des structures de stockage de ciment dans les ports, ainsi que la promotion du transport ferroviaire, permettant de réduire les émissions de CO2 et minimisant les risques d'accidents. En outre, le maintien des niveaux d'exportations de la filiale ciment sur les marchés déjà acquis ces dernières années dépend de la maîtrise de l'empreinte CO2. C'est particulièrement

crucial en Europe, où une taxe sera instaurée à partir de 2026 pour toutes les importations de produits à forte empreinte carbone. Holcim El-Djazair réitère son engagement indéfectible envers la feuille de route définie par les autorités publiques afin de contribuer au développement économique et social du pays. « Cela se manifeste à la fois par la satisfaction des besoins du marché local grâce à des produits et solutions de construction innovants et durables, ainsi que par la diversification des revenus extérieurs hors du secteur des hydrocarbures, grâce à l'exportation de produits finis. Tout cela s'inscrit dans le respect scrupuleux des engagements environnementaux», conclut-elle.

S R.

ANNABA

Ouverture du Salon national de l'agroalimentaire et de packaging

La deuxième édition du Salon national de l'industrie agroalimentaire et de packaging (Agroserve) s'est ouverte samedi à Annaba avec la participation de 41 opérateurs économiques exposants venus de plusieurs wilayas du pays. "Les industries agroalimentaires et l'emballage représentent des secteurs d'activités vitaux pour l'investissement et les startups à forte valeur ajoutée, source de développement de la compétitivité des entreprises", ont estimé des participants à cette manifestation qui se tient trois jours durant à l'Hôtel Sheraton Annaba. "Les entreprises de ces secteurs ont besoin constamment d'améliorer leur compétitivité", ont relevé les intervenants lors des séances débats tenues en marge du Salon, estimant que la manifestation est une opportunité pour les promoteurs de projets innovants de mettre en avant leurs idées. Selon Mohamed Oussama Houam, responsable de l'Agence de communication organisatrice, la participation de startups spécialisées dans les services numériques de gestion, marketing et design confirme l'importance des opportunités d'investissements offertes aux jeunes dans les multiples domaines en rapport avec l'agroalimentaire. Lors de sa visite aux pavillons du Salon, le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui qui en a présidé l'ouverture a mis l'accent sur l'importance de présenter les opportunités d'investissements dans les industries agroalimentaires et de développer les activités innovantes dans le but de valoriser la production locale. Outre l'exposition des divers produits agroalimentaires et offres de packaging disponibles sur le marché national, le Salon réserve également des pavillons aux matériels d'emballage et de conservation des aliments. Des conférences portant sur l'investissement industriel et les technologies utilisées en matière de conserverie, figurent également au programme de la deuxième édition du Salon national de l'industrie agroalimentaire et de packaging.

EL-BAYADH

Près de 500 hectares consacrés à l'investissement agricole

Une superficie de près de 500 hectares a été réservée à l'investissement agricole dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris, de la directrice des Services agricoles (DSA).

La même responsable a indiqué à l'APS qu'une superficie de 496 hectares a été retenue pour abriter des projets portés par des investisseurs dans le secteur agricole, précisant que la démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de mise en valeur des terres par la concession, conformément au décret 21-432 encadrant les modalités d'accès au patrimoine privé de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 22 février 2022 définissant les modalités d'accès aux périmètres agricoles à des fins de valorisation dans le cadre de la concession agricole. Les terres concédées sont réparties à travers le périmètre de M'segma, dans la commune de Labiodh Sidi Cheikh (200 hectares), dans la zone de Smota, commune d'Arbouet (150 hectares), au niveau du périmètre de la zone de Saguia J'dida d'une superficie de 96 hectares, situé dans la commune de Larak et au niveau du périmètre agricole d'El Hodna (50

hectares, dans la commune de Sidi Amar. Les périmètres retenus par la DSA pour abriter les activités des futurs investisseurs ont fait l'objet, préalablement, d'études économiques et techniques inhérentes aux aspects concernant la nature du sol, climatique et hydrologique. Par ailleurs, dans le but de conférer plus de transparence à l'opération, l'Office national des terres agricoles a lancé, novembre dernier, une plateforme numérique destinée à recueillir les demandes des agriculteurs ayant adhéré à la démarche. Dans le même cadre, la Commission technique de la wilaya chargée de la promotion de l'investissement agricole procédera, au cours de la semaine prochaine, à l'examen et au traitement des dossiers des investisseurs potentiels, recueillis à travers ce support technologique, a-t-on fait savoir de même source, qui a ajouté que l'annonce des « candidats » retenus sera faite dès la finalisation de l'étude des dossiers.

Par ailleurs, la commission chargée de piloter cette opération a défini une série de critères ouvrant droits à l'accès à la propriété foncière, dont ceux inhérents aux capacités financières des postulants et les délais fixés par ces derniers pour concrétiser leurs projets. En contrepartie, les investisseurs retenus bénéficieront, de la part des services compétents, de l'appui et du soutien nécessaires à leurs activités respectives. La même source a signalé, en outre, qu'il sera procédé, ultérieurement, à l'ouverture de nouveaux périmètres agricoles dans cette collectivité locale des Hauts-Plateau, conformément aux procédures et à la législation en vigueur. Parallèlement, une autre action visant l'assainissement du foncier agricole est en cours à travers la wilaya, ciblant les postulants parmi les agro-investisseurs n'ayant toujours pas lancé leurs projets ou encore ceux ayant manqué à leurs engagements, selon la même source.

GHARDAÏA

L'ensemble du cheptel bovin vacciné contre la fièvre aphteuse

L'ensemble du cheptel bovin estimé à 4193 têtes a été vacciné contre la fièvre aphteuse dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris jeudi des responsables de l'inspection vétérinaire relevant de la direction des services agricoles (DSA). Les efforts de lutte contre cette zoonose ont permis de prémunir et de préserver le cheptel bovin local, destiné pour la plupart à la production du lait, à travers la vaccination de l'ensemble des bovins d'élevage existant auprès des 128 éleveurs que compte la wilaya, a indiqué le chef de l'inspection vétérinaire, Dr

Tarek Rezoug. Pour mener à bien cette opération d'immunisation contre la fièvre aphteuse de tout le cheptel bovin de la wilaya réputée "bassin laitier du sud" selon le protocole universel de vaccination contre cette zoonose, la direction des services agricoles a mobilisé l'ensemble de ses vétérinaires fonctionnaires (22) pour cette campagne de vaccination massive et gratuite du cheptel bovin en associant l'ensemble des acteurs concernés notamment les éleveurs, la Chambre d'agriculture et l'union des paysans algériens ainsi que les producteurs laitiers,

a expliqué le même responsable. Cette campagne de vaccination s'est déroulée dans de "bonnes conditions" sur l'ensemble du territoire de la wilaya a-t-il précisé, signalant que les investigations et prospections quasi quotidiennes organisées par les services vétérinaires à travers les étables et exploitations agricoles n'ont décelé aucun indice ou symptôme évocateurs de cette maladie virale. La situation sanitaire du cheptel, toutes têtes confondues, est "satisfaisante", a rassuré Dr Rezoug, faisant observer que le dispositif préventif de veille sanitaire et

d'alerte des épizooties notamment la fièvre aphteuse est toujours active sur l'ensemble des communes de la wilaya. Pour rappel, un arrêté du wali de Ghardaïa visant à protéger le cheptel de la wilaya a été promulgué et porte sur une restriction des déplacements des animaux, l'interdiction des lieux de rassemblement des animaux sensibles à la maladie (bovins, ovins et caprins) tels les marchés à bestiaux, veiller au respect de la réglementation sanitaire et les règles d'hygiène dans les exploitations agricoles, les étables et écuries.

SAÏDA

Lancement de la «rencontre nationale sur le développement de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes»

La rencontre nationale sur le développement de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes a été lancée, samedi dans la wilaya de Saïda, avec la participation de 60 jeunes venus de différentes wilayas du pays. L'ouverture de cette manifestation, organisée au siège de l'Office des établissements des jeunes (ODEJ) de la ville de Saïda, a été marquée par la participation de 60 jeunes représentant 19 wilayas du pays, outre des représentants du ministère de la Jeunesse et des Sports et des autorités locales. A cette occasion, le représentant du ministre de la Jeunesse et des Sports, Farid Bouzid, a souligné que cette manifestation nationale est une importante halte du secteur de la Jeunesse et des Sports pour sortir avec un ensemble de recommandations et les transmettre aux autorités suprêmes du pays. Il a indiqué que « le ministère de tutelle œuvre à préparer le terrain et toutes les conditions appropriées pour les jeunes et les accompagner à transformer leurs idées en projets qui s'incarnent sur le terrain ».

Pour sa part, le wali de Saïda a indiqué que « cette rencontre nationale s'inscrit dans le cadre des efforts du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à activer et diffuser l'esprit entrepreneurial auprès des jeunes et sa promotion à grande échelle de manière à contribuer à la concrétisation des idées sur le terrain, considéré comme un pilier de l'économie nationale. Le même responsable a relevé que « cette manifestation vise également à activer le rôle de l'entrepreneuriat chez les jeunes et à les accompagner dans le cadre des efforts de l'Etat pour offrir des emplois et résorber le chômage ». La première journée de cette rencontre nationale a été marquée par une intervention sur « le développement de l'esprit entrepreneurial » de l'universitaire de Saïda Mouffok Mimoun, qui a insisté sur le rôle efficace de l'université en tant que pépinière de l'esprit entrepreneurial, sachant que l'université mobilise toutes ses capacités et ressources scientifiques pour souvrir sur la société et

l'économie, afin de réaliser une valeur ajoutée. L'organisation de cette manifestation nationale, qui se poursuit trois jours durant sous le slogan « une idée, une démarche, un projet », est supervisée par la Direction de la Jeunesse et des Sports, en coordination avec l'ODEJ et l'association « El Baraem » pour les activités de plein air. Le programme de cette rencontre nationale prévoit l'organisation de deux ateliers pour les délégations participantes, notamment sur la « Formation à l'entrepreneuriat » et « l'Arbitrage et le suivi de projets », outre un circuit touristique dans la wilaya de Saïda, en plus de la visite du projet de « l'entreprise verte » et une soirée artistique à l'auberge des jeunes « Berini Djillali ». A noter que cette manifestation a vu la participation des jeunes des wilayas de Saïda, Adrar, Souk Ahras, Ain Temouchent, Timimoun, Batna, Tindouf, Bordj Bou Arreridj, Alger, Tebessa, Mascara, Sidi Bel Abbes, Relizane, Tiaret, Tlemcen, Guelma et El Bayadh.

« COP »

Aux origines de la mascarade

À Dubaï, siège de la dernière « Cop » (Conference of parties), le lobby des énergies fossiles se trouvait en position confortable. Pas moins de 2.456 participants à l'événement entretenaient des liens avec le secteur du gaz et du pétrole. Tout indique qu'il en sera de même pour la suivante. La Cop 28 avait été organisée par Sultan al-Jaber, président de la principale compagnie pétrolière des Émirats arabes unis.

La Cop 29 le sera par Mukhtar Babayev, qui cumule seize années de direction à SOCAR, le géant pétro-gazier d'Azerbaïdjan. L'omniprésence des intérêts fossiles aux dernières « Cop » fait ressortir le souvenir des premiers « sommets de la Terre », convoqués avec une certaine nostalgie. Pour tant, dès la conférence de Stockholm (1972), le secteur de l'or est présent. Il bénéficie d'un allié de taille : Maurice Strong, pétrolier et sous-secrétaire général de l'ONU. Naviguant entre le Club de Rome et les énergies fossiles, il allait avoir une influence considérable dans la configuration des sommets à venir.

L'histoire se répète-t-elle ?

Le premier « sommet de la Terre » se tient en 1972 à Stockholm. Un événement d'ampleur : douze jours de débats, cent quatre-vingt pays et deux cent cinquante ONG évoquent pour la première fois ensemble l'avenir de la planète.

Signe des temps. Ce début de décennie est marqué par des préoccupations environnementales croissantes. Le sommet précède de peu la publication du « rapport Meadows » The Limits to Growth (Halte à la croissance ?). Dans ce best-seller, Donnella Meadows et son équipe cherchent à mettre en évidence l'incompatibilité entre les ressources finies de la planète et un essor économique et démographique infini. Les interactions entre diverses variables sont étudiées : accroissement démographique, niveau d'industrialisation, niveaux de pollution, choix politiques, etc, et une douzaine de scénarios futurs sont élaborés. La plupart présentent des résultats peu enviables : chute de la population provoquée par des pics de pollution, pénurie extrême de ressources¹.

Le « rapport Meadows » prévoit forte augmentation des capacités industrielles (courbe en tiret), entraînerait un fort pic de pollution (courbe en pointillés) qui entraînerait à son tour une baisse de la disponibilité des ressources naturelles (courbe en traits et en points). Après un bref essor du quota alimentaire (courbe continue), celui-ci chuterait fortement, entraînant à son tour une baisse drastique de la population (courbe en gras). Il ne s'agit que d'un scénario envisagé, qui illustre, pour les auteurs du rapport, l'interdépendance entre les variables.

À Stockholm donc, ONG et militants sont conviés à participer aux négociations de ce qui apparaît comme la première chance pour une diplomatie climatique multilatérale de voir le jour. Aujourd'hui encore, on s'en souvient comme un laboratoire d'idées, que l'on convoque avec enthousiasme. Dans une archive de l'INA, le journaliste scientifique François de Closets ne tarit pas d'éloges sur l'organisation de ce sommet : « Très rarement a-t-on vu tous les pays du monde aborder un sujet aussi nouveau aussi rapidement » se réjouit-il².

La réalité est toute autre. Aurélien Bernier, dans un article pour le Monde diplomatique, rappelle le cadre étroit dans lequel s'est tenu le sommet. En amont, vingt-sept intellectuels s'étaient réunis pour préparer ce grand rendez-vous, et avaient accouché du « rapport Founex », du nom de la ville où ils s'étaient retrouvés. Celui-ci pose que le libre-échange doit être préservé coûte que coûte : « Le principal danger, tant pour les pays développés qu'en développement, est d'éviter que l'argument environnemental ne se transforme en argument pour d'avantage de protections. Quand le sujet devient les conditions de production et plus seulement la qualité environnementale d'un produit, il faut tirer la sonnette d'alarme dans le monde entier, car ce pourrait être le début de la pire forme du

protectionnisme »³. Membre du Club de Rome, responsable onusien des événements climatiques, Maurice Strong est actionnaire de multiples géants fossiles et siège au comité exécutif de la fondation Rockefeller. Alors que la mise en place de barrières commerciales aurait pu constituer un levier pour lutter contre la dévastation environnementale, celle-ci est jugée non conforme au cadre économique dominant. Les principaux points du « rapport Founex » sont repris sous forme de « recommandations » et présentées aux participants du sommet de Stockholm. La recommandation 103, qui fera consensus parmi l'assemblée, assène un principe fort : « tous les États à la Conférence acceptent de ne pas invoquer leur souci de protéger l'environnement comme prétexte pour appliquer une politique commerciale discriminatoire ou réduire l'accès à leur marché ». D'emblée, la voie protectionniste était écartée ; le premier « Sommet de la Terre » pouvait-il être autre chose qu'une belle série de déclarations d'intention ? Derrière cette adhésion au cadre économique dominant, on trouve de puissants intérêts.

Maurice Strong : un pétrolier pour diriger la diplomatie climatique

Dans son livre, Le Grand Sabotage Climatique (Les liens qui libèrent, 2023), le journaliste Fabrice Nicolino analyse le rôle du sous-secrétaire général de l'ONU Maurice Strong dans l'orientation néolibérale de nombreux sommets internationaux. Ayant analysé les questions environnementales durant trois décennies, Nicolino ne cesse d'être stupéfait de l'influence de Strong sur la diplomatie climatique. Des années 1970 à la fin des années 2000, on ne peut évoquer un événement mondial sur le climat sans que Strong soit impliqué. Il est partout. Avant de rejoindre le Club de Rome et de devenir le responsable onusien des événements climatiques, Strong est un businessman. Vice-président du pétrolier privé Dome Corporation à seulement vingt-cinq ans, il devient par la suite actionnaire d'un nombre croissant de géants fossiles (dont Petro Canada), et siège au comité exécutif de la fondation Rockefeller. En 1972, ses multiples liens avec le secteur pétrolier sont multiples et il n'a témoigné aucun intérêt pour les questions environnementales. Et pourtant, c'est à lui que l'on confie la lourde tâche de présider le « sommet de la terre » de 1972 à Stockholm. C'est Strong qui est à l'origine du Programme des Nations-unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour le compte de l'ONU. Il participe également à la création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il demeure l'un des organisateurs du Sommet de la Terre de Rio en 1992.

Où l'on voit que, dès les années 1970, la diplomatie climatique était entre de bonnes mains...

Du « rapport Meadows » au « rapport Brundtland »

Si le « rapport Meadows » était au contre des discussions lors des sommets des années 1970, le « rapport Brundtland » sera le centre d'attention du troisième sommet de la Terre à Rio en 1992. Du nom de l'ancienne première ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland, c'est ce document qui consacrera le terme de sustainable development – traduit en français par « développement durable ». La définition don-

née dans le « rapport Brundtland » est la suivante : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de pouvoir répondre à leurs propres besoins. » La conférence de Kyoto (1997) visant à faire reculer l'émission de gaz à effets de serre, est saluée comme une réussite. En 2014, loin d'avoir diminué, elles avaient connu une augmentation de 6,4% Formulation vague et floue, que l'on trouve à chaque page du « rapport », sans danger, on le devine, pour les intérêts dominants. Fabrice Nicolino rappelle que la traduction française devait encore édulcorer la charge politique du terme : sustainable a d'abord été traduit par « soutenable », puis « durable ». Ce glissement n'est pas anodin : un écosystème est soutenable quand « il maintient, sur le long cours, malgré tous les aléas, ses équilibres et ses fonctions ». Le terme « durable », quant à lui, ne renvoie à aucun mot d'ordre écologique concret. Quant au « développement », il devait rencontrer l'opposition d'une partie du sud du monde. Aminata D. Traoré, ancienne ministre de la Culture et du Tourisme malienne, en rappelle la teneur dans un article du Monde Diplomatique de 2002 :

« [Le concept] de développement (antinomique avec la notion de durabilité) et celui de mondialisation libérale procèdent de la même logique déshumanisante. Il s'agit, pour l'Afrique, de leur opposer des principes de vie, ainsi que des valeurs qui privilégient l'humain : l'humilité contre l'arrogance. »⁴ Pour Aminata Traoré, cette conception toute occidentale du « développement » était destinée à pérenniser son hégémonie. « Toutes les précautions étaient prises pour que jamais le feu ne s'éteigne. L'alliance avec la nature, les différentes formes de solidarité étaient les garantes de cette pérennité, plus forte que la durabilité. [...] Mais le développement — même durable — n'est qu'un mot-clé et un mot d'ordre de plus. Il est d'autant plus redoutable qu'il permet la poursuite de la mission « civilisatrice » des puissances coloniales. » Le « développement durable » allait pourtant devenir l'étendard de la diplomatie climatique ultérieure.

Le défilé des COP

Lors de la dernière COP, quatre jours sur les treize de l'événement ont été accaparés par des discours de chefs d'État, se relayant à la tribune pour y prêcher leur détermination à sauver la planète. C'est le lieu privilégié des déclarations destinées à marquer l'histoire oratoire – on pense à Jacques Chirac déclarant « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs » à Johannesburg en 2002. À Johannesburg comme ailleurs, l'inflation rhétorique semble étroitement corrélée à l'inaction climatique. La COP 3 à Kyoto, en 1997, reste aujourd'hui citée comme une référence. Elle avait pour but de contenir la hausse des émissions carbone, notamment par des mécanismes de marché. L'enjeu était de parvenir à une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 5 % en 2014 par rapport aux niveaux 1990. Les plus grands pollueurs mondiaux n'ont pas daigné se joindre à l'effort. L'Amérique d'Al Gore (que l'on devait célébrer plus tard pour ses documentaires sur le climat) a refusé de ratifier l'accord ; son voisin canadien a jeté l'éponge dès 2011 pour des raisons économiques. En 2014, loin d'avoir diminué, les gaz à effet de serre avaient connu une nette augmentation de 6,4%⁵ !

Si l'on ne peut rien attendre de ces événements réunissant le gratin de l'oligarchie pétrolière, la prise stratégique qu'ils offrent pour faire avancer la prise de conscience écologique est-elle négligeable ? Dix-huit ans plus tard, à Paris, une nouvelle COP fortement médiatisée prenait place. Les hérauts du climat Laurent Fabius, Ségolène Royal et François Hollande allaient ébranler le statu quo. Une limite, destinée à faire référence, était fixée : en aucun cas la température moyenne globale ne devrait dépasser les 2°C. Et les gouvernements proclamaient leur attachement à ce principe. Bien sûr, ces accords n'étaient nullement contraignants pour les États, peu disposés à accepter une autorité transnationale qui menacerait leur souveraineté. La structure organisationnelle des COP favorise l'immobilisme : les décisions étant prises non pas à la majorité mais au consensus, les propositions les plus ambitieuses sont systématiquement rejetées. Et c'est ainsi qu'à Dubaï, le terme « sortie (phase out) des énergies fossiles » a été remplacé par une vague formule qui évoque les plus grandes heures du « rapport Brundtland » « Processus de transition hors (transitioning away from) des énergies fossiles ».

Une diplomatie climatique sans COP ?

L'histoire des sommets de la Terre commence avec un pétrolier, et les COP sont fidèles à cette tradition : le président de la prochaine n'est autre que Mukhtar Babayev, qui a travaillé pendant vingt ans pour le compte de la compagnie pétrolière nationale d'Azerbaïdjan – avant, rassurons-nous, de devenir ministre de l'Environnement. Une mascarade de plus ? Si les plus pessimistes vont jusqu'à jeter le principe même des COP, il faut relever que c'est lors de ces réunions mondiales que les questions environnementales sont mises en avant. Ils peuvent servir de catalyseurs à une prise de conscience plus globale – et de repères pour prendre les États en défaut dans leur manquement aux objectifs climatiques. Les COP sont également des tribunes pour les pays du Sud, ainsi que le note Thomas Wagner « Les pays du Sud y viennent avec l'espoir d'y obtenir quelque chose. Ils ont bien plus de poids aux COP qu'à Davos ou à l'OMC. Oui, il faut attendre plus des COP, mais en attendant un miracle, c'est ne pas comprendre la complexité des négociations climatiques. »⁶ Si l'on ne peut rien attendre de ces événements réunissant le gratin de l'oligarchie pétrolière, la prise stratégique qu'ils offrent pour évoquer les questions climatiques et faire avancer la prise de conscience écologique est-elle négligeable ?

Source : LVSL.fr

Notes

- 1 On ne s'étendra pas ici sur la méthodologie de ce rapport. Fortement critiqué à sa sortie par divers économistes néolibéraux (dont Friedrich Hayek, qui mentionne Halte à la croissance ? lors de sa remise du prix de la Banque de Suède en 1974), les marxistes ne lui ont pas réservé une meilleur réception, pointant du doigt son caractère (ouvertement) malthusien.
- 2 Conférence de Stockholm, JT 13h, ORTF, 19/06/1972 : <https://www.ina.fr/ina-eclairer-actu/video/caf94072876/conference-de-stockholm>.
- 3 Aurélien Bernier, « La face cachée des sommets de la Terre », Le Monde diplomatique, Juin 2022.
- 4 Aminata Traoré, « L'oppression du développement », Le Monde diplomatique, septembre 2002.
- 5 « Kyoto ou tard », Datagueule, décembre 2015.12/2015.
- 6 Thibault Wagner, « COP 28 : Qui aurait pu prédire une telle issue ? », BonPote, décembre 2023.

AU CAPITAL D'UN MILLION DE DINARS
L'américain Amazon plante une filiale au Koweït

Un document gouvernemental révèle que la société américaine Amazon.com a établi une filiale au Koweït. Le document indique que le capital de l'unité koweïtienne s'élève à un million de dinars koweïtiens. Selon l'Agence de presse du monde arabe, le document indique que la filiale d'Amazon, A100RO, a créé la société au Koweït sous le nom d'Amazon pour le traitement de données et l'hébergement de sites Web.

PLUS DE 30 PERMIS MINIERS SERONT PROPOSÉS EN 2024
Vers la création de la Bourse saoudienne des métaux

Le vice-ministre de l'Industrie et des Ressources minières chargé des affaires minières d'Arabie saoudite, Khaled Al-Mudaifer, a déclaré que des travaux étaient en cours avec des parties, notamment le ministère du Commerce, l'Autorité du marché des capitaux et des hommes d'affaires, pour étudier la création de la Bourse saoudienne des métaux. Al-Mudaifer a souligné qu'à la lumière de la richesse minière dont bénéficie l'Arabie saoudite, le nombre de demandes de licences d'exploration émanant de grandes sociétés étrangères a augmenté, représentant environ 25 % des demandes minières. Al-Mudaifer a expliqué que les incitations à l'investissement après les découvertes ont contribué à attirer de nombreux investisseurs, à un moment où l'Arabie saoudite vise à offrir plus de 30 licences minières en 2024, avec 8 licences d'exploration par trimestre. Concernant la Conférence minière internationale, qui a conclu ses travaux à Riyad, Al-Mudaifer a déclaré que « le grand objectif de sa tenue est de fournir des minéraux pour les programmes et stratégies de la Vision 2030 du pays, pour tous les secteurs dans des projets majeurs s'élevant à 8 000 milliards de riyals. Il a déclaré que ces secteurs ont besoin de minéraux, tels que les énergies renouvelables, ainsi que de la stratégie industrielle, car l'un des objectifs les plus importants de la stratégie est de fournir des minéraux pour les programmes de vision en Arabie saoudite puis dans le monde. L'évaluation des ressources minières inexploitées en Arabie Saoudite est passée de 5 000 milliards de riyals, soit l'équivalent de 1 300 milliards de dollars, à 9 400 milliards de riyals, l'équivalent de 2 500 milliards de dollars, grâce aux efforts de travail déployés au cours des cinq dernières années.

NOUVEAU PROGRAMME DE PROTECTION SOCIALE POUR L'EXERCICE 2024/2025 EN EGYPTE

Ouverture du dialogue communautaire sur le projet de budget général de l'État

Le ministre égyptien des Finances, Mohamed Maait, a confirmé qu'il existe un mandat présidentiel pour préparer un nouveau paquet de protection sociale qui comprend l'amélioration des salaires et des retraites et une nouvelle augmentation du plafond d'exonération fiscale. Réduire autant que possible la charge pesant sur les citoyens.

Le ministre a déclaré, lors de la conférence annuelle de l'Association égyptienne des impôts, qu'un dialogue communautaire serait lancé sur le projet de budget de l'État pour l'exercice 2024/2025. Déterminer les priorités en matière de dépenses publiques, conformément aux objectifs stratégiques de la nouvelle république. Le ministre a ajouté : « Nous présenterons au Parlement une réforme structurelle des finances publiques de l'État avant la fin de l'exercice en cours, expliquant que la stratégie de politique fiscale égyptienne 2024-2030 sera présentée au dialogue communautaire le mois prochain. » Le ministre a ajouté que l'Etat travaille à achever le développement global et intégré qu'il a commencé pour améliorer les systèmes fiscaux et douaniers, sur la base d'un engagement ferme à jeter les bases de politiques fiscales et douanières plus stables qui stimulent l'investissement, en cohérence

avec les politiques financières. Ces mesures soutiennent davantage les activités productives et d'exportation, basées sur des incitations financières et à l'investissement. Elles sont liées à des objectifs réels pour les secteurs d'importance stratégique et concurrentielle mondiale. " Maait a souligné que l'Égypte vise à établir des systèmes d'avantages axés sur des solutions fiscales et douanières automatisées et sur l'utilisation de certaines applications d'intelligence artificielle pour payer les cotisations du trésor public de l'État, de manière à améliorer le processus de détermination de la taille réelle du paysen intégrant les activités informelles, et contribue à attirer davantage de flux d'investissement vers le secteur privé. Le ministre a déclaré que ces systèmes électroniques ont augmenté les recettes fiscales au cours du dernier exercice fiscal de 26,9% sans charges supplémentaires pour les in-

vestisseurs. Car ils ont contribué à augmenter les revenus des transactions immobilières de 43,6%, et la mécanisation du système du secteur aurifère a également conduit à une augmentation. Les revenus ont augmenté de 67% et l'automatisation du système a conduit à une amélioration significative du total des paiements en devises égyptiennes et étrangères. Le ministre a conclu que « les systèmes fiscaux automatisés nous aident à accélérer les procédures de contrôle fiscal, dans le but de les compléter sur une base annuelle. Une nouvelle loi a été adoptée, renforçant les efforts visant à mettre fin aux dossiers fiscaux accumulés et stipulant le traitement des établissements et des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 10 millions de livres, avec un système de l'impôt péremptoire simplifié et des instructions exécutives ont été publiées à cet égard.

POUR LES DEUX PREMIÈRES SEMAINES DE 2024

La valeur des transactions immobilières d'Abou Dhabi s'élève à 1,9 milliard de dirhams

La valeur des transactions immobilières dans l'Emirat d'Abou Dhabi s'est élevée à environ 1,9 milliard de dirhams au cours des deux premières semaines de 2024, à travers 348 opérations de vente et d'hypothèque sur des unités immobilières de diverses natures. Selon la plateforme « Dari » du Département des Municipalités et des Transports d'Abou Dhabi ; La valeur des prêts hypothécaires dans l'émirat s'est élevée à environ 1,5 milliard

de dirhams à travers l'enregistrement de 215 transactions hypothécaires, tandis que la valeur totale des ventes depuis le début de cette année jusqu'à aujourd'hui a atteint plus de 356 millions de dirhams, représentant 133 transactions de ventes. La plateforme a relevé les transactions les plus importantes dans la ville d'Abu Dhabi en valeur au cours de la semaine précédente. L'île de Saadiyat étant en tête de liste avec une valeur de 8,9 millions

de dirhams, suivie par l'île de Yas, qui a occupé quatre rangs consécutifs en réalisant environ 23 millions de dirhams et la région d'Al Kasser arrive en cinquième position avec environ 4,7 millions de dirhams. Le secteur immobilier à Abu Dhabi continue de croître, soutenu par les incitations et les projets immobiliers qualitatifs proposés par le département, ainsi que par les différents projets mis en place par les agences immobilières à Abu Dhabi, qui ont

contribué à consolider sa position d'environnement attractif pour les investisseurs locaux et étrangers et a amélioré la compétitivité mondiale du secteur. La plateforme « Dari » vise à opérer un changement qualitatif dans le paysage numérique du secteur immobilier, conformément à la vision des Émirats arabes unis visant à promouvoir la croissance, la concurrence et le succès continu à long terme.

MOODY'S AJUSTE LES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE TURQUE À "POSITIVES"

Soutenir un changement décisif de politique économique

Selon Reuters, Moody's a révisé les perspectives de la Turquie de stables à positives, attribuant cela à un changement décisif de politique économique qui améliore les perspectives de réduction des taux d'inflation actuellement très élevés à des niveaux plus durables. L'inflation en Turquie a augmenté de 64,77% sur une base annuelle en décembre, poursuivant la tendance à la hausse qui devrait se poursuivre dans les mois à venir après la forte augmentation du salaire minimum. Sur une base mensuelle, l'inflation a atteint 2,93%, selon l'Institut turc des statistiques, contre environ 3,28% en novembre. L'inflation a commencé à diminuer sur une base mensuelle ces derniers mois, parallèlement à la politique de resserrement mo-

nétaire. Après des années d'assouplissement monétaire, la Banque centrale turque a fait marche arrière en juin et a relevé ses taux d'intérêt de 3 400 points de base pour les porter à 42,5 % dans le but de contrôler l'inflation. Mais à la fin de l'année dernière, le gouvernement a augmenté le salaire minimum pour la nouvelle année de 49 %, une augmentation plus importante que prévu. Environ 7 millions de personnes bénéficient de l'augmentation du salaire minimum, et cette augmentation devrait contribuer à augmenter les taux d'inflation dans les mois à venir, selon les experts économiques. L'inflation a augmenté après la crise monétaire fin 2021, atteignant son plus haut niveau depuis 24 ans à 85,51 % en octobre

2022. La valeur de la livre a chuté d'environ 37 % par rapport au dollar au cours de l'année écoulée. Les réserves internationales nettes de la Banque centrale turque ont chuté de plus de cinq milliards de dollars au cours de la semaine du 29 décembre, pour atteindre 34,95 milliards de dollars. Les réserves ont augmenté depuis début juin, à la suite des élections présidentielles, lorsqu'elles sont tombées à moins de 5,7 milliards de dollars, le niveau le plus bas depuis le début de la publication des données en 2002. Les données ont également montré que les réserves internationales totales de la banque ont diminué d'environ 4,7 milliards de dollars au cours de la même semaine.

RDC

L'USAID a signé avec la Sofibanque pour appuyer le développement de PME

L'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) annonce la signature d'un partenariat entre son projet « Alliance pour la Protection de la Biodiversité et le Développement » (APBD), mis en œuvre par Adam Smith International (ASI), et la Sofibanque.

À travers ce partenariat, l'USAID et la Sofibanque démontrent leur engagement pour un développement économique durable et inclusif en RDC en général, et dans la province du Haut-Uele en particulier. L'évaluation des opportunités et des défis dans la province du Haut-Uele, au nord-est de la RDC, montre clairement que le manque d'opportunités d'emploi dans le secteur formel et la diversification insuffisante de l'économie entravent le développement économique et nuisent à la biodiversité. Partant de ce constat, l'USAID, à travers le projet APBD, en collaboration avec ASI, a signé un partenariat avec la Sofibanque, pour créer les conditions d'une croissance économique inclusive. Ce partenariat vise

à améliorer les conditions de vie des communautés locales et réduire la pression sur les ressources naturelles autour du Parc National de la Garamba et de la mine d'or de Kibali. Grâce à ce partenariat, la Sofibanque mobilise son expertise, notamment ses ressources financières et humaines, pour soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) locales, avec un potentiel de création d'emplois et d'opportunités sur l'ensemble de la région, principalement dans le secteur agricole. La Sofibanque fournira une formation et un accompagnement à 33 PME locales, notamment en matière de gestion financière et budgétaire. La Sofibanque fournira également un meilleur accès à des produits financiers adaptés qui aideront ces PME à libérer tout leur potentiel. En-

fin, la Sofibanque soutiendra l'intégration des entreprises dans le secteur formel et la création de liens avec le marché, permettant ainsi leur expansion. Le projet APBD de l'USAID atteindra ses objectifs en mobilisant les ressources des partenaires publics et privés, sous forme d'interventions subventionnées, de partenariats et d'accords de partage des coûts, ou en tant qu'intermédiaire entre des tiers. Ces interventions s'articulent autour de quatre composantes : 1) l'amélioration de l'accès aux opportunités économiques et financières ; 2) le développement durable du secteur privé ; 3) le renforcement des capacités pour une exploitation minière artisanale responsable ; 4) la gestion intégrée et efficace du parc national de la Garamba.

CÔTE D'IVOIRE

Hausse de 27 % des ventes d'huile de palme de Dekel Agri-Vision en 2023

En Côte d'Ivoire, l'industrie de l'huile de palme est en pleine croissance. La demande locale pour la consommation humaine et l'utilisation industrielle ainsi que l'importance de l'essor de son utilisation à travers le monde, constituent des opportunités d'investissement pour le secteur privé. En 2023, l'entreprise agroindustrielle britannique Dekel Agri-Vision a connu une hausse de 27 % de son chiffre d'affaires réalisé à partir de la vente d'huile de palme (CPO). Selon les données de la compagnie, un total de 33,8 millions d'euros (37 mil-

lions \$) a été enregistré durant l'année écoulée contre 26,6 millions d'euros (29 millions \$) un an plus tôt. Cette amélioration a été surtout portée par une augmentation du volume écoulé de près de 50 % à 38 896 tonnes. Ceci dans un contexte de baisse du prix moyen de vente du CPO sur le marché international de 1025 euros (1 121 \$) à 869 euros (951 \$). En dépit de cette situation, la compagnie dit être globalement satisfaite de son année. En effet indique-t-elle, l'offre de CPO a progressé de 51,7 % à environ 39 000 tonnes portée par la

croissance de la production de fruits frais en grappe (+56 %). « Dix mois consécutifs de hausse de la production de CPO à périmètre constant se sont traduits par une augmentation de 51,7 % de la production de CPO en 2023 par rapport à l'année dernière, ce qui est un excellent résultat. Associée à des prix de CPO toujours relativement élevés par rapport aux niveaux historiques, l'année fiscale 2023 a été l'une des meilleures performances financières annuelles de l'activité huile de palme », indique Lincoln Moore, directeur exécutif

de la compagnie. Pour la nouvelle année fiscale, les analystes indiquent que l'un des principaux défis pour la compagnie sera d'améliorer le taux d'extraction d'huile de palme brute qui n'a été que de 21,4 % en 2023 contre 22,1 % un an plus tôt. L'autre chantier pour la compagnie sera de stabiliser la production au niveau de son segment de l'anacarde qui a rencontré des difficultés techniques au niveau des machines dans les sections de décortiquage et d'épluchage de la noix de cajou.

DANS LE FONDS D'ACCÉLÉRATION DES INFRASTRUCTURES D'AFRICA 50
La SFI a investi 20 millions \$

L'institution financière dirigée par le Sénégalais Makhtar Diop fait partie des 16 investisseurs institutionnels qui ont mobilisé le montant record de 222,5 millions \$ au profit Africa 50-IAF. Ce financement sera injecté dans des projets d'énergie, de transport et d'assainissement sur le continent. La Société financière internationale (SFI) a investi 20 millions \$ dans le fonds d'accélération des investissements en infrastructures d'Africa 50, dénommé Africa 50-IAF. L'annonce a été faite le jeudi 11 janvier 2024. Les 20 millions \$ serviront à financer des projets d'infrastructures numériques, d'énergie, de transport, d'eau et d'assainissement en Afrique. La SFI fait partie des 16 investisseurs institutionnels africains qui ont engagé un montant record de 222,5 millions \$ dans Africa 50-IAF. Ces investisseurs sont constitués de fonds de pension, fonds souverains, fonds de sécurité sociale, compagnies d'assurance et banques. En mobilisant ce montant, les investisseurs disent vouloir résorber le déficit de financement d'infrastructures sur le continent, estimé à plus de 100 milliards \$ chaque année par la Banque africaine de développement (BAD). Précisons qu'Africa50-IAF est le premier d'une série de nouveaux instruments d'investissement que la plateforme d'investissement prévoit mettre en place pour mobiliser davantage de capitaux en Afrique et dans le monde, afin de financer des projets d'infrastructures sur le continent.

ERANOVE ET LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Un partenariat stratégique pour renforcer le service public d'électricité

Le Groupe industriel panafricain Eranove, acteur majeur de la gestion de services publics et de la production d'électricité et d'eau potable en Afrique, a signé un partenariat stratégique avec le Gouvernement de la République du Bénin, pour la gestion déléguée de la Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE). Cette collaboration, sur une durée initiale de 26 mois, ambitionne d'optimiser le service public d'électricité, contribuant ainsi activement au développement durable du pays. Le Groupe industriel panafricain Eranove s'est vu confier par l'État béninois

la gestion déléguée de la Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE). Cette mission couvre principalement la Distribution et la Commercialisation d'énergie électrique sur tout le territoire national – soit une population de 13 millions d'utilisateurs environ, dont 42% bénéficiaient d'un accès stable et fiable à l'électricité en 2021, selon la Banque mondiale. Ce partenariat public-privé (PPP) vise non seulement à améliorer les performances opérationnelles de la SBEE, mais aussi à soutenir l'industrialisation et le développe-

ment socioéconomique du pays. Il s'inscrit dans la continuité du 7ème objectif de développement durable (ODD), « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable », et confirme la volonté de l'État béninois d'atteindre un accès universel à l'électricité d'ici 2030. À ce titre, la Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE) a pour objectif d'améliorer la qualité du produit et des services électriques, et de contribuer à l'équilibre économique et financier du secteur, notamment à travers des progrès en termes

de continuité de service et de rendement technique et financier du réseau. Pour y parvenir, Eranove mobilisera une équipe résidente homogène et cohérente de sept experts internationaux, et mettra en place un dispositif spécifique d'appui pour apporter des solutions sur les volets technique, commercial, financier, approvisionnement, logistique, ressources humaines, système d'information, santé, sécurité et éthique. Une attention particulière sera prêté au transfert durable de compétences et d'expertises et à l'application des normes internationales.

CAC MID & SMALL

Le retour de la liquidité, la planche de salut attendue par les petites valeurs en bourse

Le CAC 40 a réalisé en 2023 une année faste, contrairement aux petites valeurs qui ont été laissées sur le bas-côté de la hausse. Les small caps n'ont pas dit leur dernier mot et le réveil de ce compartiment pourrait passer par un retour de la liquidité, selon Euroland Corporate.

L'an dernier, l'indice phare de la Bourse de Paris a réalisé un très bon millésime en bouclant avec une hausse de 16,52%. Durant cette année faste, le CAC 40 a franchi à de multiples reprises ses plus hauts historiques en séance (avec un record à 7.653,99 points le 14 décembre) et en clôture (7.596,1 points le 15 décembre). Les petites et moyennes capitalisations, quant à elles, n'ont pas participé à la fête. Elles ont encore nettement souffert de la comparaison avec leurs homologues de plus grande taille, puisque le CAC Mid&Small a dégagé des gains faméliques de 1,4% sur 2023. Pis encore, l'indice phare des petites et moyennes capitalisations Euronext Growth a encore terminé un exercice boursier en territoire négatif, avec une

baisse de 10,3% en 2023. Ce recul avait même atteint 24,8% en 2022.

Le sommeil des small caps

Dans un précédent article, nous avions décrit les raisons qui expliquent la sous-performance de cet univers de la Bourse de Paris. Parmi elles, ces valeurs sont très sensibles aux taux d'intérêt à court terme. Or, l'année 2023 a été marquée par un resserrement rapide et violent des conditions de crédit, ce qui a fragilisé certaines entreprises de cet univers. "Ainsi, tout resserrement des politiques monétaires et hausse des taux directeurs auront un impact négatif sur la capacité de financement de ces entreprises car le coût du capital des petites capitalisations augmente beaucoup plus rapidement que

celui des grandes capitalisations, ce qui réduit leur capacité bénéficiaire relative", explique Quantalys Par ailleurs, le contexte macroéconomique a aussi fragilisé ces petites et moyennes entreprises aux reins moins solides que les grandes entreprises, considérées comme des paquebots résistants aux tempêtes. Les coupables seraient donc vite trouvés. Un autre élément, plus caractéristique à cet univers d'investissement est aussi venu jouer les trouble-fête: le manque de liquidité. "Autre indicateur à prendre en compte avant d'investir sur les small caps: la liquidité dans les marchés. En effet, la performance relative des small caps est étroitement liée à la liquidité. Or, les banques centrales sont passées d'une politique d'injection de liquidités et d'expansion de leur bilan à un assèchement de cette liquidité", rappelle également Quantalys.

L'an dernier, cette baisse de la liquidité a été significative sur les small caps. En 2023, les volumes ont chuté d'environ 24% sur l'indice CAC Mid&Small, et même de 40% sur Euronext Growth, selon les données relevées par Euroland Corporate. "Sur Euronext Growth, les capitaux échangés sont même passés de 12,1 milliards d'euros en 2022, à 7,2 milliards d'euros en 2023", note Nisa Benaddi associée chez Euroland Corporate.

Le cocktail idéal pour un réveil

Or, pour atteindre "ce graal" de la liquidité, les planètes doivent être alignées. Un des paramètres majeurs pour apporter de la liquidité sur un titre est la taille du flottant, c'est à dire la part du capital d'une entreprise disponible en Bourse, explique Nisa Benaddi. En pourcentage, en dessous de 25% de flottant, la liquidité d'une small caps "est souvent peu significative", tandis qu'en valeur c'est le montant qu'il sera possible de traiter qui fera référence, précise la spécialiste. "Disposer d'un flottant de 2 millions d'euros ou de 20 millions d'euros n'a pas le même effet" sur la liquidité d'un titre, poursuit-elle. Outre la taille du flottant, le nominal de l'action peut contribuer à animer une action. Et plus le prix de l'action est bas, plus il attire une catégorie "d'investisseurs susceptibles d'intervenir régulièrement sur l'action", avance Nisa Benaddi.

"Le modèle des penny stock est illustratif du propos. En dessous de 1 euro, les actions peuvent devenir la cible de robots, associés à des investisseurs en recherche d'une rapide plus-value. Ces deux facteurs génèrent très souvent un volume anormalement élevé compte tenu de la taille de la capitalisation boursière, souvent accompagnée d'une forte volatilité sur l'action", explique la spécialiste. Mais sans aller jusqu'à une telle extrémité, un cours de Bourse de quelques euros est toujours perçu comme plus accessible que le titre Financière Moncey qui reste en tête, année après année, des actions les plus chères de la Bourse de Paris. Tout aussi important, la communication avec ses actionnaires et encore plus s'il est diversifié. Selon Euroland Corporate, une entreprise de taille modeste a tout intérêt à "bénéficier d'un actionnariat équilibré, entre des actionnaires institutionnels et des particuliers, lesquels ont tendance à intervenir régulièrement et directement sur le marché, là où les professionnels négocient plus couramment des blocs d'actions dans le cadre d'opérations de gré à gré". L'intermédiaire financier cite l'exemple d'une entreprise qui aurait tendance à privilégier les "augmentations de capital par voie de placement privé, sans intégrer les particuliers", au risque de froisser ses actionnaires individuels et de dissuader de nouveaux de venir au capital.

Attention à l'origine de la liquidité

Une communication régulière contribue aussi à une meilleure liquidité sur un titre. Euroland Corporate constate que des volumes importants sont traditionnellement observés à l'occasion des publications d'une société, "d'où l'intérêt de ne pas se contenter de communiquer uniquement dans le cadre des publications obligatoires", mais de le faire au fil de l'eau. "Si la liquidité est le graal recherché par les small caps cotées, il faut toutefois distinguer la liquidité permettant de rendre le marché efficient, de la liquidité de chimère constatée sur pléthores de sociétés abreuvées aux instruments dilutifs. La liquidité optimale est celle permettant de créer les conditions d'une véritable création de valeur en bourse", conclut Nisa Benaddi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Janvier 2024
Valeur : 15 Janvier 2024

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2741	134.2891
1	EUR	EURO		147.3793	147.4494
1	GBP	POUND STERLING		171.3554	171.4402
100	JPY	JAPANESE YEN		92.3290	92.3711
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7487	18.7510
1	CHF	SWISS FRANC		157.8210	157.9129
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.4519	100.4932
1	DKK	DANISH KRONE		19.7648	19.7699
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.1498	13.1549
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9925	12.9985
1	AED	UAE DIRHAM		36.5581	36.5641
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8036	35.8095
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.8058	436.9967
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1460	43.5796
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4771	13.4786
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8739	28.0166
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5354	3.5358
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.4103	179.4103

Les investisseurs activistes sont plus puissants que jamais et ciblent encore plus l'Europe

Avec 252 nouvelles campagnes menées l'an dernier dans le monde, les investisseurs activistes n'ont jamais été aussi actifs, selon le décompte annuel de la banque Lazard. Le record de 2018 a été battu de peu. Les entreprises cotées doivent désormais davantage composer avec des investisseurs activistes plus engagés que jamais pour peser sur la stratégie d'une entreprise. Sur l'ensemble de l'année 2023, 252 nouvelles campagnes ont été lancées au

niveau mondial contre 235 en 2022, selon un rapport de la banque Lazard. Sur un an, ces campagnes - qui consistent pour un actionnaire minoritaire à entrer au capital d'une société cotée en vue d'influer sur sa gouvernance ou sa stratégie - ont ainsi augmenté de 7% sur un an, et surtout de 46% par rapport à 2021. Les records de 2018 ont donc été battus. Ce millésime avait alors compté 249 entreprises qui avaient fait l'objet d'un intérêt d'investisseurs activistes.

L'EUROPE, NOUVEAU TERRAIN DE JEU DES ACTIVISTES

Fait marquant de ce millésime 2023, les fonds activistes ont légèrement eu tendance à délaisser les Etats-Unis, terrain de jeu pourtant emblématique de ces joutes entre entreprises et fonds activistes. L'an dernier, 133 nouvelles campagnes y ont été menées. C'est deux de moins par rapport à l'année précédente. L'Europe, en revanche, s'impose de plus

en plus comme un espace privilégié de ces batailles. Le nombre de campagnes a progressé de 15% sur le Vieux continent pour s'établir au niveau record de 69 en 2023, contre 60 un an plus tôt et 50 en 2021. "Que les marchés montent ou baissent, l'activisme persiste", ce qui est le signe que la pratique "est là pour rester", explique à l'AFP Christopher Couvelier, responsable de l'activité européenne de conseil aux actionnaires de Lazard.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 2025

La France fait fond sur le luxe et la gastronomie

L'Exposition universelle, qui se tiendra au Japon, à Osaka, permettra à l'Hexagone de mettre en valeur son patrimoine gastronomique et son savoir-faire en matière de luxe dans un pavillon inspiré par le plasticien Christo.

La France misera sur le luxe et la gastronomie plutôt que sur les innovations technologiques pour l'Exposition universelle d'Osaka (Japon) en 2025, dans un pavillon «hymne à l'amour» inspiré du plasticien Christo. Pour attirer les 28 millions de visiteurs attendus d'avril à octobre 2025, l'Hexagone présentera des marques de luxe comme Dior et Louis Vuitton, et des groupes en lien avec la gastronomie, à l'image de Vins d'Alsace, le fromager Bel et le boulanger Éric Kayser, selon le projet détaillé mardi au Quai d'Orsay.

«Nous avons envie de dire que la réponse technologique ne suffit pas» face à la crise sociale et environnementale, indique à l'AFP Jacques Maire, commissaire général du pavillon français. Situé près de l'entrée principale du site de l'Exposition, le pavillon, drapé dans des voiles blancs dans le style de Christo, sera «un hymne à l'amour», «dans le chic, le qualitatif et la retenue», vante celui qui est aussi président de la Compagnie française des expositions (CO-FREX). «Alors que le monde redevient brutal, parler d'amour [...] est quelque chose de symbolique, un message que nous envoyons au monde», a également défendu mardi Olivier

Becht, ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger.

Un pavillon «hymne à l'amour» loin d'être achevé

Six expositions temporaires rythmeront l'évènement, dont une immersion «romancée» en réalité virtuelle dans les coulisses de l'Opéra Garnier. La façade du pavillon, ouverte, sera parcourue d'un escalier en forme d'anneau en cuivre rosé. L'escalier mènera à un grand jardin fleuri sur le toit. À l'intérieur, une immense tapisserie d'Aubusson (Creuse) représentant une scène de Princesse Mononoké du Japonais Hayao Miyazaki, accueillera les visiteurs. L'espace doit accueillir, sur les six mois d'exposition, environ 2,5 millions de curieux. Mais, à 15 mois de l'échéance, sa construction représente encore un défi: le budget, estimé au départ à 20 millions d'euros, a augmenté de 10% et la surface disponible a été réduite de 25%, conséquence des pénuries de main-d'œuvre et de matières premières qui touchent le Japon. Le report de l'édition précédente à Dubaï, de 2020 à

2021, à cause du Covid-19 a aussi compliqué la donne. Plusieurs délégations craignent de ne pas voir leurs édifices livrés à temps. La France promet que les travaux commenceront «dans quelques semaines» et que les contrats de construction ont été signés en août. Un pavillon plus écologique que les autres ? Le bilan carbone de l'évènement est une autre inconnue, alors qu'il faudra démonter l'ensemble en raison du lieu choisi: l'île artificielle de Yumeshima, dans la baie de la principale métropole de l'ouest du Japon. Jacques Maire a appelé mardi les entreprises de l'industrie, des transports, de l'énergie et du recyclage à se joindre à l'évènement pour «renforcer l'image de la France auprès du grand public» et soutenir «la réindustrialisation bas carbone». Le pavillon sera complètement recyclable, aura un impact minimum et sera accessible virtuellement, poursuit la délégation tricolore. Vitrine commerciale et culturelle pour plus de 160 pays, ce rendez-vous sera centré sur «la société du futur» et la «vie de demain». Les expositions universelles se tiennent tous les cinq ans et durent au maximum six mois. La dernière en date, à Dubaï, a enregistré 24 millions de visiteurs.

ETATS UNIS

Le consommateur américain offre aux grandes banques américaines des résultats record

Les quatre principales banques américaines ont déjoué, à l'exception de Citigroup, les scénarios pessimistes sur leurs résultats du quatrième trimestre, malgré des charges exceptionnelles, notamment une contribution de 9 milliards au fonds fédéral de garantie des dépôts (FDIC). Citigroup, en revanche, affiche une perte et annonce un plan de 20.000 suppressions d'emplois. Ce sont les quatre plus grandes banques américaines, JP Morgan, Citigroup, Wells Fargo et Bank of America, qui ont ouvert le bal vendredi de la saison des résultats du quatrième trimestre aux Etats-Unis. Des résultats bancaires qui seront particulièrement scrutés, notamment sur l'évolution des créances douteuses, au terme d'une année 2023 mouvementée, qui débuta sur la crise des banques régionales américaines pour finir sur des profits exceptionnels, tirés par la hausse des taux et la consommation des ménages. En revanche, le coût du risque a quasiment doublé au quatrième trimestre par rapport au quatrième trimestre 2022, un niveau alors très faible en sortie de pandémie. Les dirigeants des banques ont tous prévenu d'une hausse attendue des provisions en 2024, tant sur le consommateur que sur l'immobilier commercial, même si leurs montants ne devraient pas atteindre des niveaux alarmants.

PARALYSIE BUDGÉTAIRE AUX ETAT UNIS

Le Congrès trouve un accord

Le projet de loi à court terme, également appelé résolution permanente, permettra au gouvernement de continuer à financer les dépenses de l'Etat jusqu'au 1er et au 8 mars. Les dirigeants du Congrès américain ont trouvé un accord pour maintenir le financement du budget fédéral jusqu'à début mars, a indiqué à l'AFP une source au fait des négociations. Cette annonce intervient juste avant les échéances du 19 janvier et du 2 février, dates auxquelles des agences fédérales auraient été à court de financement dans le

cadre de l'approche en deux tranches. La résolution permanente devra être adoptée par les deux chambres du Congrès pour que le pays évite le fameux "shutdown", qui aurait paralysé l'Etat fédéral. Le week-end dernier, les législateurs américains ont annoncé qu'ils étaient parvenus à un accord sur les totaux de financement pour l'année fiscale 2024, établissant une limite des dépenses fédérales à environ 1.600 milliards de dollars (1.460 milliards d'euros). Cet accord, annoncé par le président républicain de la

Chambre des représentants, Mike Johnson, et les dirigeants démocrates du Congrès, comprend une augmentation des dépenses du Pentagone à hauteur de 886 milliards de dollars et de 773 milliards de dollars pour les fonds discrétionnaires non liés à la défense. Les mesures de financement adoptées pour une courte durée sont souvent utilisées pour éviter la paralysie budgétaire dans un contexte de désaccords politiques fréquents sur la manière de dépenser l'argent et de faire face à la hausse de la dette nationale.

TRANSITION

L'année 2023 marquée par une croissance record des énergies renouvelables

Selon l'Agence internationale de l'énergie, le monde pourrait multiplier par 2,5 ses capacités renouvelables d'ici à 2030. Mais, pour atteindre l'objectif fixé lors de la dernière COP28, il va encore falloir faire des efforts. Avec une augmentation de la construction d'installations solaires et éoliennes et d'autres sources d'énergie dite "propre" de près de 50 % par rapport à 2022, l'année qui vient de se terminer a été marquée par une expansion record des énergies renouvelables, selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Le rythme auquel les nouvelles infrastructures de production d'énergie renouvelable ont été installées l'année dernière est le plus soutenu des vingt dernières années, rapporte The Guardian. "Pour la 22e année consécutive, les capacités de production d'énergie renouvelable ont augmenté de façon record, insiste l'AIE dans un résumé de son rapport. Si cet accroissement a atteint un niveau sans précédent en Europe, aux États-Unis et au Brésil, la Chine a connu une accélération extraordinaire."

FACE AUX PRESSIONS DE LA CHINE

Taiwan appelle à «respecter les résultats» de l'élection présidentielle

Le ministère des Affaires étrangères chinois a proclamé que «Taiwan fait partie de la Chine», en réaction à l'élection présidentielle de samedi qui a consacré le vice-président sortant Lai Ching-te, défenseur de l'indépendance. Face aux pressions, Taiwan a appelé la Chine à «respecter les résultats de l'élection» présidentielle et à «renoncer à réprimer Taiwan». La situation se tend entre la Chine et Taiwan. Au lendemain de l'élection présidentielle qui a consacré le défenseur de l'indépendance de l'île Lai Ching-te, les autorités ont demandé à leur turbulent voisin de «renoncer à réprimer Taiwan». «Le

ministère des Affaires étrangères appelle les autorités de Pékin à respecter les résultats de l'élection, à faire face à la réalité et à renoncer à réprimer Taiwan», selon un communiqué du ministère taïwanais. Affirmant avoir reçu les félicitations de «plus de 50 pays dont 12 alliés diplomatiques», le ministère a dénoncé les «commentaires absurdes et erronés» des autorités chinoises. Car plus tôt dimanche, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères avait réaffirmé sur le réseau social X (ex Twitter) que, malgré le vote, «Taiwan fait partie de la Chine». Dès samedi soir, le pays communiste, qui considère

Taiwan comme l'une de ses provinces à réunifier par la force si nécessaire, avait assuré que ce vote «n'entravera(it) pas la tendance inévitable d'une réunification avec la Chine». Et il avait promis de «s'oppos(er) fermement aux activités séparatistes visant à l'indépendance de Taiwan ainsi qu'à l'ingérence étrangère».

Pression diplomatique et militaire de la Chine

Au terme d'une campagne marquée par une forte pression diplomatique et militaire de la Chine, le vice-président sortant Lai Ching-te, 64 ans,

a remporté l'élection présidentielle à un tour avec 40,1% des voix. Il prendra ses fonctions le 20 mai, aux côtés de sa vice-présidente, Hsiao Bi-khim, ancienne représentante de Taipei à Washington. Issu du Parti démocrate progressiste (DPP) comme la présidente sortante Tsai Ing-wen - qui ne pouvait se représenter après deux mandats -, Lai Ching-te a promis de «protéger Taiwan des menaces et intimidations continuelles de la Chine». Celui qui, par le passé, s'était défini comme «un artisan pragmatique de l'indépendance de Taiwan», a depuis adouci son discours: désor-

mais, comme Tsai Ing-wen, il adopte une position plus nuancée, affirmant qu'un processus d'indépendance n'est pas nécessaire car l'île est indépendante de facto, avec son propre gouvernement et ses élections. Mais il reste perçu par Pékin comme un promoteur d'«activités séparatistes liées à l'indépendance» et «un grave danger» pour les relations entre la Chine et Taiwan. La Chine avait donc appelé les Taïwanais à faire «le bon choix», mais ceux-ci ont préféré Lai Ching-te à son principal opposant Hou Yu-ih, du Kuomintang, qui prônait un rapprochement avec Pékin.

VOILÀ CE QUI VOUS ATTEND

Des voitures avec du plastique recyclé

La Commission européenne entend imposer une quantité non négligeable de plastiques recyclés à bord des véhicules neufs à l'horizon 2030. Si le challenge à relever n'est pas vraiment d'ordre technologique, l'équilibre économique de la filière demeure toujours aussi incertain. Voici pourquoi.

Des voitures toujours plus recyclables ! Le 12 juillet dernier, la Commission européenne a détaillé ses projets en matière d'éco-conception et de fin de vie des véhicules. A compter de 2030 (la date n'est pas encore définitive à ce jour), "25% du plastique utilisé pour la construction d'un nouveau véhicule devront provenir du recyclage, dont 25% devront être issus de véhicules hors d'usage" a fait savoir Bruxelles, avant de préciser quelques lignes plus loin que "30% des matières plastiques provenant des Véhicules hors d'usage (VHU) devront être recyclées". Une mesure censée être indolore pour l'automobiliste. Selon les calculs de Bruxelles, incorporer de plus en plus de plastiques recyclés ne devrait renchérir les véhicules neufs que d'une quarantaine d'euros environ. Et surtout, l'affaire serait susceptible de créer "22 100 emplois", selon un comptage fort précis de la Commission européenne.

Le recyclage du plastique n'est pas une mince affaire dans l'automobile. A ce jour, selon les chiffres de l'Ademe portant sur l'année 2020, 6,3% des pare-chocs en polypropylène sont réutilisés en France. Une fraction de 71,8% est recyclée, tandis que 15% part en "valorisation énergétique" et 6,9% en décharge. Voilà pour le plastique le plus commun de l'automobile, qui a toutes les faveurs de la part des recycleurs. Le tableau s'assombrit quelque peu lorsque l'on s'intéresse aux autres plastiques : 30% des polyamides finissent toujours leur vie dans une décharge, tout comme 29% des mousses polyuréthane ou encore 28,7% des "ABS, PVC, PC, PMMA...". Selon Abba Steinmetz, directrice de l'innovation de l'équipementier Plastic Omnium, "dans l'automobile nous utilisons aujourd'hui environ 10% de matériaux recyclés. Avec certains constructeurs cela peut monter à 20% sur l'ensemble du véhicule". Des résultats loin d'être symboliques, mais tout de même plutôt éloignés des futures ambitions de la Commission européenne.



Le coût de la collecte

Le chemin à parcourir pour les équipementiers comme pour les constructeurs est donc long, car le premier écueil à surmonter est sans doute aussi le plus difficile : le plastique recyclé coûte bien plus cher que le neuf. "Ce sera toujours une réalité demain, cela ne changera pas" note à ce sujet Abba Steinmetz. Recycler du plastique suppose en effet de passer par différentes opérations : il s'agit d'abord de trier les plastiques entre eux, afin de ne pas mélanger polypropylène et ABS, par exemple. Il convient ensuite de les collecter jusqu'au centre qui procédera à leur transformation : "A l'instant T, nous n'avons pas encore trouvé la solution qui limiterait le coût de la collecte" analyse Olivier Gaudeau, le directeur de l'ingénierie du démolisseur Indra. Le plastique, surtout les pare-chocs, prennent de la place et sont très peu denses. Une benne est vite remplie, ce qui nuit à sa rentabilité ! Bien collecter des plastiques bien triés serait pourtant la clef de la réussite du système de recyclage : "On recycle 13 fois mieux avec une collecte séparée que lorsque tout est mélangé" fait observer Plastics Europe, qui porte la voix des producteurs de matières plastiques.

Un recyclage pas simple

Une fois la matière plastique triée et acheminée au bon endroit, il s'agit de commencer les opérations de recyclage. L'essentiel du plastique automobile est traité par la voie du recyclage mécanique, qui consiste en une extrusion des éléments visant à recréer des billes de polymères. Mais l'extrusion du plastique ne peut se faire que sur des éléments non pollués par d'autres matières. Car bien souvent, les plastiques automobiles sont "chargés", selon le jargon du milieu. Un pare-chocs peut s'avérer chargé en talc pour en augmenter sa rigidité, par exemple. Ce même bouclier peut aussi être chargé en verre, ou tout simplement en peinture : "Il faut savoir que la peinture peut avoir dégradé les qualités mécaniques de la matière. Ce qui veut dire que nous avons un vrai challenge technique devant nous : comment enlever la peinture des pièces pour pouvoir augmenter les taux de matériaux recyclés ?" se demande encore la directrice de l'innovation de Plastic Omnium.

Une réflexion qui vaut pour toutes les matières de nature à parasiter le bon recyclage du plastique. La solution pour contourner cet écueil est éventuellement de passer par le recyclage dit chi-

mique. Audi, avec l'aide du chimiste LyondellBasell, a ainsi mis au point une unité industrielle visant à procéder à du recyclage chimique : "Le recyclage chimique n'est pas nouveau et concerne surtout le secteur alimentaire. C'est une erreur que d'étendre ce procédé à d'autres secteurs. Quel est le souci si l'on trouve une trace d'un autre plastique dans un pare-choc, par exemple ? Le recyclage chimique absorbe des quantités folles d'énergie et au final, le polymère coûte deux à trois fois plus cher" pointe Olivier François, le directeur du développement de GallooRecycling.

Des constructeurs trop exigeants ?

En dépit de ses coûts élevés, le recyclage chimique permet d'obtenir une matière pure, d'une nature comparable à celle de la matière vierge. Soit exactement ce que veulent les constructeurs automobiles : "Il faut que les constructeurs reviennent à quelque chose de plus raisonnable" souligne encore Olivier François, "le cahier des charges de l'automobile est trop sévère, ce qui nous amène aujourd'hui à utiliser des matériaux recyclés qui sont extrêmement chers" complète Mme Steinmetz de Plastic Omnium. Les constructeurs automobiles se "surprotègeraient" en réclamant à leurs fournisseurs des plastiques dont les capacités de résistance au choc ou à la température seraient très élevées. Trop, aux yeux des spécialistes du recyclage, qui appellent de leurs vœux une révision complète du cahier des charges de l'automobile. Le challenge du recyclage du plastique automobile de demain sera en effet de parvenir à réaliser autre chose que des pare-chocs et des pare-boues en matière recyclée : "L'habillage intérieur, premier débouché en masse des plastiques de la Clio avec près de 40 kg, contient très peu de matière recyclée. Il y a donc une grande marge de progression et surtout un débouché très important pour des polymères techniques à développer en recyclé" concluait déjà en 2019 une étude de l'institut Veolia.

Continental utilise la reconnaissance faciale comme antivol

Continental dévoile le "Face Authentication Display", un système innovant d'authentification faciale biométrique pour contrôler l'accès à bord et le démarrage du véhicule. Continental a dévoilé lors du CES 2024 le "Face Authentication Display", un système de contrôle d'accès à deux niveaux basé sur la reconnaissance biométrique des utilisateurs. Cette technologie utilise des systèmes de caméras spéciales montées à l'extérieur du montant de la portière et de manière invisible derrière la console du tableau de bord. Grâce à l'authentification biomé-

trique faciale, le véhicule s'ouvre et démarre dès qu'il détecte un utilisateur autorisé. L'authentification faciale hautement sécurisée offre une protection contre les tentatives de fraude, distinguant la peau réelle des autres matériaux. Cette caméra de reconnaissance faciale est discrètement positionnée derrière l'écran de la console, spécialement étudié, préservant ainsi l'esthétique intérieure du véhicule. En plus de l'authentification, les capteurs intégrés offrent des fonctionnalités de détection d'attention et de fatigue. Cet innovant "Face Authentication Display" permet



également l'ouverture sans clé du véhicule grâce à la reconnaissance faciale intégrée dans le montant de la portière. Cette technologie avancée, associée à une double authentification intérieure et extérieure, renforce la sécurité contre le vol. Un affichage supplémentaire intégré dans le montant offre une interaction avec le véhicule, affichant des informations telles que le niveau de charge d'une voiture électrique. Cet affichage est visible uniquement en usage, préservant ainsi l'esthétique extérieure du véhicule.

AVEC L'AIRENGINE 8771-X1T

Huawei dégage sa 1^{ère} borne WiFi 7

Le premier point d'accès WiFi 7 AirEngine 8771-X1T de Huawei est lancé sur le marché. Positionné sur le haut de gamme il peut gérer jusqu'à 120 utilisateurs simultanés pour un débit théorique de 10 Gbit/s.

Si Huawei faisait plutôt office de figurant en termes de contributeur mondial sur la norme WiFi 4 et 5 (5e place), le groupe chinois a changé de braquet avec le WiFi 6 (2nde place) et encore davantage avec le WiFi 7 en s'emparant de la première place. Pas surprenant que le constructeur profite de cette forte position pour pousser ses points d'accès WiFi 7 partout dans le monde et notamment en Europe malgré une forte fragmentation du marché. « Notre roadmap produits est la même pour tous les pays, nous ne faisons pas de différenciation mais c'est l'analyse marché au niveau microscopique qui change », nous a expliqué Christophe Batiard, directeur des solutions réseaux de Huawei en Europe. Concernant la France justement, les marchés sur lesquels les switchs WiFi 7 de Huawei sont les plus porteurs d'après la société chinoise sont le commerce, les entrepôts et également l'éducation avec des cas d'usage qui se développent de façon spécifique. « Dans le domaine de l'éducation publique ou privé, l'école se numérise de plus en plus et les étudiants viennent de plus en plus avec des ordinateurs portables ce qui augmente les besoins de se connecter de plus en plus massivement », poursuit Christophe Batiard. Il n'y a pas que le secteur de l'éducation qui est concerné par cette évolution des usages. C'est aussi le cas par exemple du retail. « Les clients se sont habitués à l'instantanéité d'une commande et de sa disponibilité en ligne et recherchent cette efficacité aussi quand ils se déplacent dans les magasins », explique le dirigeant. « Le nombre de terminaux augmentant, la connectivité wireless va avoir besoin de plus de connexions simultanées, nécessiter une faible latence sans perte de paquets ».



50 % d'utilisateurs simultanés supplémentaires

Pour répondre à ces enjeux, Huawei pense avoir la bonne solution et commercialise le premier modèle de sa famille WiFi 7, l'AirEngine 8771-X1T dont la distribution repose sur de l'indirect. Positionné sur le haut de gamme et visant principalement le secteur du manufacturing, il sera complété par d'autres modèles dans les prochains mois visant les campus, les entreprises de taille intermédiaire ou encore les lieux de résidence et les hôtels. Ce premier point d'accès d'une capacité de 10 Gbit/s dispose d'antennes 12T12R et gère des signaux radio tri-bande 2.4 GHz (4x4 MIMO), 5 GHz (4x4 MIMO), et 6 GHz (4x4 MIMO). Sa conception permet une prise en charge de 50 % d'utilisateurs simultanés en plus par rapport aux points d'accès

bi-bande selon Huawei. Enfin, ses antennes fonctionnent de manière flexible en mode omnidirectionnel pour une couverture plus étendue ou en mode à haute densité afin de maximiser ses performances. Le WiFi 7 n'est cependant pas une fin en soi pour les entreprises, ce que Huawei concède d'ailleurs largement. « Ce n'est pas le WiFi 7 qui va transformer l'usage mais il va rendre l'implémentation des technologies de trames, de capteurs IoT et d'étiquettes intelligentes plus simple. La qualité de signal sera meilleure car le roaming d'une antenne à une autre empêchera la perte de signal. », indique le responsable. « On fait partie des constructeurs qui ont leurs propres contrôleurs SDN que l'on déploie depuis longtemps et que l'on couple à de l'IA pour monitorer en temps réel la santé des réseaux ».

Pas de crainte sur les stocks

D'un point de vue tarif, Huawei assure que les prix n'augmenteront pas par rapport à des switchs de précédente génération et qu'il ne sera pas nécessaire d'effectuer des montées de versions pour d'autres piles réseau. « Il ne sera pas nécessaire de changer l'intégralité du réseau », confirme Christophe Batiard. « Huawei a une stratégie de rétrocompatibilité pour raccorder d'anciens switchs 2,5 Gb, 1 Gb, 100 Mb voire 10 Mb ». Le constructeur est confiant pour 2024 et considère ses modèles WiFi 7 comme « un gros focus » sans toutefois communiquer d'indicateur commercial et d'objectifs de ventes. Huawei parie cependant sur de gros volumes et indique ne pas souffrir de problèmes de livraisons grâce à une stratégie de gestion des stocks multi-sourcing.

CE ROBOT VA RÉVOLUTIONNER LE BTP !

Capable d'ériger un mur de 300 parpaings par heure

Conçu par l'entreprise australienne FastbrickRobotics (ou FBR), Hadrian X s'apprête à complètement bouleverser les chantiers à travers le monde, en automatisant simplement des tâches considérées comme difficiles lors de la construction de maisons. On parle souvent de l'impact potentiel de l'intelligence artificielle sur l'emploi dans un futur proche. Mais ce n'est pas le seul domaine dans lequel les avancées technologiques pourraient avoir un impact sans précédent sur les travailleurs : un outil comme Hadrian X next-gen de la firme FBR pourrait pousser de nombreux ouvriers et maçons vers la sortie. Il s'agit en effet d'un robot mobile capable de créer des maisons en l'espace de quelques jours seulement, si l'on en croit l'entreprise responsable de sa commercialisation. Moins de coûts certes, mais aussi fatalement moins d'employés...

Moins de deux jours pour construire une maison ?

Si Hadrian X est la première version du robot, la firme FBR a pu annoncer récemment la production de son modèle nouvelle génération, avec des chiffres toujours plus impressionnants, malgré un design somme toute similaire. Il s'agit donc une fois de plus d'une sorte de camion possédant un long bras télescopique capable de prendre des briques, puis de les poser en quelques secondes seulement, notamment grâce à une technologie de stabilisation dynamique propre à ce robot. Si le premier Hadrian X permettait d'employer un bras de 30 mètres de long pour apposer environ 300 blocs par heure, cette nouvelle génération fait plus fort en promettant une pose de 500 briques à l'heure, en employant un bras atteignant cette fois-ci 32 mètres de hauteur. Pour information, cela correspond à environ 120 m² par

heure par ce simple moyen. Autrement dit, Hadrian X a le potentiel pour terminer à la fois la pose des murs internes et externes d'une maison classique en l'espace d'une journée seulement. Il est important de mentionner que cette nouvelle génération de robots pourra par ailleurs porter des briques pouvant atteindre 45 kilos chacune, avec des dimensions maximales par brique de 60 x 40 x 30 cm.

Un impact potentiel sur l'emploi

Forcément, un tel outil, capable d'automatiser complètement la construction de maisons en quelques heures seulement, aura un impact sur l'emploi. On parle souvent des potentielles répercussions de l'IA sur le monde du travail, mais il ne faudrait pas non plus oublier celui de la robotique (à l'exemple d'Amazon et de Proteus), qui ne fait que poursuivre ses avancées technologiques. Certes, il

sera nécessaire de posséder des ouvriers pour gérer la machine et alimenter le tapis roulant situé à l'arrière du camion en briques, mais dans l'ensemble, la main-d'œuvre requise devrait être largement amoindrie par l'emploi d'un tel outil. Puisque le nombre d'ouvriers présents sera réduit, il en sera de même pour les coûts : cette baisse est estimée à 20 % selon FBR. D'autre part, puisque cet outil permet la construction de maisons en un temps record, cela signifie que les chantiers devraient être raccourcis, et donc potentiellement plus nombreux au cours de l'année pour une entreprise de construction. Et l'on constate déjà l'impact de cette machine au Mexique notamment, où l'entreprise a lancé un chantier de 5 000 logements en employant ces machines. Autrement dit, si l'Hadrian X s'avère beaucoup plus pratique pour de telles constructions, il pourrait bien finir à terme par remplacer l'humain...

A PARTIR DU 24 JANVIER PROCHAIN

Le Fluid Motion Frames d'AMD arrive en version stable

Les cartes graphiques AMD profiteront bientôt de la génération d'images (frame generation) directement intégrée à leurs pilotes. Depuis que NVIDIA a lancé sa technique de frame generation (génération d'images assistée par l'intelligence artificielle), AMD a travaillé dur pour ne pas être distancée par son concurrent de toujours. Peu après l'annonce du FSR 3, AMD est même allée un peu plus loin que NVIDIA en intégrant directement sa technologie à ses pilotes graphiques avec l'AMD Fluid Motion Frames ou AFMF.

Du frame generation dans les pilotes graphiques

Afin d'aller plus loin que le « simple » DLSS qui voyait l'intelligence artificielle aider les processeurs graphiques dans la création d'images en améliorant la finesse de l'image, NVIDIA a donc imaginé la frame generation (DLSS 3). L'idée est simple : l'intelligence artificielle se base sur l'image précédemment rendue par le GPU et sur celle qui suit afin d'en « imaginer » une à intercaler. Cette image « imaginée » se doit d'être la plus réaliste possible et l'IA se base donc sur un maximum d'informations glanées sur la précédente/la suivante. AMD fait globalement la même chose avec son FidelityFX Super Resolution 3 qui, lui aussi, nécessite un travail certain de la part des développeurs de jeux vidéo afin que la technologie soit optimale. C'est justement là qu'intervient l'AMD Fluid Motion Frames. Présentée dans la foulée du FSR 3, l'AFMF se propose d'intégrer directement la génération d'images aux pilotes graphiques. Ce faisant, les développeurs de jeux vidéo n'ont plus à se préoccuper de la chose.

NVIDIA, obligée de suivre ?

D'abord disponible en préversion sur des pilotes qui n'étaient pas finalisés, l'AFMF a rapidement permis de multiplier le nombre de jeux prévus pour le frame generation à la sauce AMD. Aujourd'hui, nous apprenons que la phase préversion est terminée et qu'à compter du 24 janvier prochain, les pilotes officiels d'AMD intégreront cette fonctionnalité. Une fonctionnalité qui ne se limite pas à la dernière génération de cartes graphiques AMD – comme cela peut être le cas chez NVIDIA – mais qui a déjà été déployée sur les Radeon 700M et les Radeon RX 6000 en plus des Radeon RX 7000 bien sûr. Aaron Steinman, senior manager Radeon product chez AMD, se veut d'ailleurs très confiant : « Je pense que ce que nous allons voir, c'est que, comme DLSS n'est disponible que sur certaines solutions, soit NVIDIA va bénéficier de notre proposition parce que nous l'avons rendue open source et multi-plateforme [ouverte à d'autres constructeurs], soit elle va devoir faire quelque chose de similaire [à ce que nous proposons] ». Il est vrai que les solutions d'AMD sont moins contraignantes que celles de NVIDIA avec la possibilité de les activer sur du matériel plus ancien et/ou sur des solutions qui ne sont pas estampillées AMD. Jusqu'à présent, NVIDIA ne s'en est pas laissée compter. À voir ce que l'avenir nous réserve...

[illegible]

Pétrole : léger recul du baril

Après avoir dépassé la barre des 80 dollars, pour la première fois depuis fin décembre, les prix du brut ont reculé hier matin. Les prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars perdait 0.24% pour se situer à 78.29 dollars. Même tempo pour le WTI. Une baisse qui coïncide la décision du géant des hydrocarbures Aramco. En effet, l'Arabie saoudite va baisser ses prix de 2 dollars le baril pour ses clients asiatiques, et ce, dès le mois de février. Une décision qui pourrait impacter les cours du pétrole et, donc, ceux des carburants.



SONELGAZ

Pas de coupure de l'électricité et du gaz aux souscripteurs retardataires durant la CAN

Le groupe Sonelgaz a annoncé, dimanche, la suspension de la coupure de l'électricité et du gaz aux souscripteurs retardataires durant la Coupe d'Afrique des nations « CAN-2023 », qui se déroule en Côte d'Ivoire avec la participation de l'équipe nationale algérienne. « Parallèlement au début de la Coupe d'Afrique des nations +CAN-2023+, qui se déroule en Côte d'Ivoire avec la participation de l'équipe nationale algérienne, et en concrétisation du principe de l'entreprise citoyenne, Sonelgaz a décidé de suspendre la coupure de l'électricité et du gaz aux citoyens retardataires qui ne se sont pas encore acquittés de leurs factures, et ce, durant la compétition », a déclaré à la presse le porte-parole du Groupe, Khalil Hodna. Cela intervient pour « affirmer l'attachement permanent de Sonelgaz à soutenir et à accompagner toutes les activités et les participations sportives algériennes à l'intérieur du pays comme à l'étranger, et de garantir ainsi le droit du citoyen algérien à suivre cet important évènement de football et supporter l'équipe nationale », ajoute le même responsable.

COLOMBIE

Au moins 34 morts dans un glissement de terrain

Les autorités colombiennes s'efforçaient samedi de secourir les survivants d'un glissement de terrain provoqué par des pluies diluviennes dans le Nord-Ouest de la Colombie, qui a fait au moins 34 morts et plusieurs dizaines de blessées sur un axe routier très fréquenté. La coulée de boue a recouvert vendredi après-midi une route reliant Quibdo et Medellin, ont annoncé les autorités dans un communiqué, engloutissant en totalité plusieurs voitures.

DÉCÈS DU JOURNALISTE DE LA TÉLÉVISION IBRAHIM SEBAOUNE

Condoléances de la Présidence de la République

La Direction générale de la communication de la Présidence de la République présente ses plus sincères condoléances et sa profonde sympathie à la famille du défunt, feu le journaliste Ibrahim Sebaoune, rédacteur en chef à l'entreprise publique de télévision algérienne, et à la famille des médias, tout en priant le Dieu Tout-Puissant de le couvrir de sa vaste miséricorde et de l'habiter dans son paradis. Agé de 41 ans, Ibrahim a succombé, ce dimanche, à une crise cardiaque, dans son bureau alors qu'il assurait sa mission de suivi journalier à la télévision.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

L'ONU déplore 100 jours de guerre dévastatrice

« La mort à grande échelle, la destruction » et « la douleur des cent derniers jours » sont « une tache sur notre humanité commune », déplore l'agence d'aide aux réfugiés palestiniens de l'ONU (UNRWA), Philippe Lazzarini, à propos de l'agression sioniste barbare contre la bande palestinienne de Ghaza qui a fait, depuis le 7 octobre 2023, environ 24.000 martyrs, des milliers personnes perdues, l'ensemble de la population déplacée et la destructions des habitations ainsi que les infrastructures de base. « Cela fait cent jours que cette guerre dévastatrice a débuté, tuant et déplaçant la population à Ghaza », a-t-il déclaré, samedi soir, depuis le territoire palestinien. Ce que traverse la population de Ghaza « est invivable, avec une course-contre-la montre engagée contre la famine », a prévenu le haut responsable onusien. « La situation critique pour les enfants est particulièrement déchirante. Il faudra des années pour guérir une génération entière d'enfants traumatisés », a-t-il relevé. Philippe Lazzarini a également demandé que les bâtiments comme les hôpitaux ou les locaux de l'UNRWA soient épargnés par les belligérants. Ces infrastructures « ne

devraient jamais être utilisées suite à 100 jours de massacres, de destructions et de déplacements. Malgré les appels au cessez-le-feu et les initiatives devant l'ONU et les Cours de justice internationales, l'occupant sioniste poursuit le génocide. Hier, des dizaines de Palestiniens ont été assassinés et d'autres ont été blessés lors d'une série de bombardements israéliens sur diverses zones de la bande anéantie.

Nouveaux massacres

Cinquante personnes tuées ont été retrouvées suite au bombardement d'une maison de trois étages avec au moins deux missiles, abritant un certain nombre de familles Al-Shobaki, Al-Zoukh, Al-Hassouna et Al-Qasim dans le quartier densément peuplé d'Al-Daraj, au centre de la ville de Ghaza, la majorité des martyrs et des blessés ont été transférés vers les hôpitaux Al-Shifa et Al-Maam-dani de la ville, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. Cinq civils palestiniens ont été tués et dix autres ont été blessés lors de bombardements d'artillerie sur les quartiers d'Al-Sabra et d'Al-Zaytoun de la ville, a

ajouté Wafa. L'artillerie et les canonnières de l'occupation ont bombardé les maisons civiles dans les régions de Tal al-Hawa et Sheikh Ajlin, au sud-ouest de la ville de Ghaza, avec un certain nombre d'obus. Dans la région d'Al-Sawarheh, au centre de la bande de Ghaza, trois personnes sont tombées en martyrs après qu'une maison a été prise pour cible à l'ouest du camp. Les dépouilles de six autres martyrs ont été récupérées des camps d'Al-Maghazi et d'Al-Bureij et transférées à Al-hôpital des martyrs d'Aqsa dans la ville de Deir Al-Balah, a rapporté Wafa. Dans le sud de l'enclave, plus de 30 Palestiniens ont été tués dans des bombardements israéliens visant leurs domiciles au centre et à l'est de la ville de Khan Younes. La majorité d'entre eux, des enfants et des femmes, ont été transférés vers les hôpitaux Européen et de Kamal Nasser. Au moins 23 palestiniens sont tombés en martyrs après que deux maisons du centre de Rafah et un véhicule ont été pris pour cible sur la route ouest de la ville de Ghaza. La majorité d'entre eux étaient des personnes déplacées et ont été transférées aux hôpitaux Abu Youssef Al-Najjar et Koweïtien, a précisé Wafa.

CONSEIL DE LA NATION

Plénière lundi consacrée au texte de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire

Le Conseil de la nation tiendra, lundi, une séance plénière consacrée à la présentation et au débat du texte de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire, a indiqué dimanche un communiqué de l'institution parlementaire.

Les travaux de cette plénière seront consacrés à la présentation du projet de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire par le représentant du Gouvernement, à la présentation du rapport préliminaire de la commission des affaires

juridiques et administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial, puis au débat du texte par les membres du Conseil de la nation, a précisé le communiqué.

Le président de la République reçoit les lettres de créances de trois nouveaux ambassadeurs

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, les lettres de créances des nouveaux ambassadeurs auprès de l'Algérie du Pakistan, de la Syrie et du Nicaragua, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

« Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, les lettres de créances des ambassadeurs suivants : « Son excellence Monsieur Khalid Hussain Gudaro, en sa qualité d'ambassadeur de la République islamique du Pakistan,

– Son excellence Monsieur Maher Annan Baddour, en sa qualité d'ambassadeur de la République arabe syrienne, – Son excellence Monsieur Carlos Eduardo Diaz Moreira, en sa qualité d'ambassadeur de la République du Nicaragua », lit-on dans le communiqué. La cé-

rémonie s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf.

SELON LA CHEFFE D'UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE

L'Allemagne participera à la mission navale de l'UE en mer Rouge

L'Allemagne devrait participer à la mission navale de l'Union européenne pour protéger le transport maritime en mer Rouge que les ministres des Affaires étrangères de l'UE approuveront ce mois-ci, a déclaré dimanche la cheffe de la commission parlementaire allemande de Défense. Maria-Agnes Strack-Zimmermann a ajouté, lors d'une réception organisée

dimanche par son parti pour le Nouvel An, que dans le cadre de la mission, les frégates européennes devront protéger les navires commerciaux empruntant le détroit. Le chemin vers le canal de Suez, l'une des voies maritimes les plus empruntées du monde, est perturbé par des attaques des forces houthies, soutenues par l'Iran, menées sur des navires de passage depuis les côtes yémé-

nites."Ceci constitue une attaque contre le libre commerce qui doit être contrée", a déclaré Maria-Agnes Strack-Zimmermann. Le journal dominical Welt am Sonntag a rapporté auparavant que le Hessen, une frégate allemande, appareillerait pour la mer Rouge le 1er février. Le Parlement allemand doit approuver tout déploiement des forces armées du pays à l'étranger.